



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 1er août 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 1st, 1953

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1953.

Québec, le 8 juin 1953.

L'Imprimeur de la Reine.
RÉDEMPTI PARADIS.

35004-24-12-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1953.

Québec, this 8th, of June 1953.

REDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

35004-24-12-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Québec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc:

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre: le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc:

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number: the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 14306-53)

Affiliated Clothing Manufacturers
Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux juin 1953, constituant en corporation sans capital-actions: George H. Scott, David Louis Silverstone, Edgar Wener, Sam Herschorn, manufacturiers, de la cité de Montréal, Abraham Nissenson, manufacturier, de la cité d'Outremont, tous du district

Letters Patent

(A.G. 14306-53)

Affiliated Clothing Manufacturers
Association Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1953, incorporating as a corporation without share capital: George H. Scott, David Louis Silverstone, Edgar Wener, Sam Herschorn, manufacturers, of the city of Montreal, Abraham Nissenson, manufacturer, of the city of Outremont, all of the

judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et soutenir une association protectrice aux fins d'unifier et coordonner les fonctions et activités de l'industrie de la fabrication de vêtements de toutes sortes pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Affiliated Clothing Manufacturers Association Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P.G. 14237-53)

Allied Clothing Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juin 1953, constituant en corporation: Moses Matlin, Moses Trister, manufacturiers, Charles Brownstein, avocat, Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney Leon Goldwater, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'habits et vêtements, sous le nom de "Allied Clothing Mfg. Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P.G. 13514-53)

Alphonse Boilard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1953, constituant en corporation Alphonse Boilard, négociant, de ville Saint-Georges, district judiciaire de Beauce, Roger Kronstrom, avocat, de Lévis, et Edouard Laliberté, avocat, de la cité de Québec, tous deux du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules-moteurs, d'avions, de bicyclettes, de bateaux, d'appareils de radio et de télévision, pièces et accessoires d'iceux, sous le nom de "Alphonse Boilard Ltée", avec un capital de \$75,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 260-262, 3ième avenue Nord, ville Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit juin 1953.

L'Assfstant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize and maintain a protective association for the purpose of unifying and co-ordinating the functions and activities in the industry of manufacturing men's, women's, and children's garments of all kinds, under the name of "Affiliated Clothing Manufacturers Association Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is limited to \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(A.G. 14237-53)

Allied Clothing Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1953, incorporating: Moses Matlin, Moses Trister, manufacturers, Charles Brownstein, advocate, Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property from Sydney Leon Goldwater, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing and wearing apparel, under the name of "Allied Clothing Mfg. Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of the par value of \$100 each, and 750 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13514-53.)

Alphonse Boilard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, Chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of June 1953, incorporating: Alphonse Boilard, trader, of the town of Saint-Georges, judicial district of Beauce, Roger Kronstrom, advocate, of Lévis, and Edouard Laliberté, advocate of the city of Québec, both of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, airplanes, bicycles, boats, radio and television apparatus, parts and accessories thereof, under the name of "Alphonse Boilard Ltée", with a capital stock of \$75,000, divided into 300 common shares of \$100 each, and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at 260-262, 3rd Avenue, North, town of Saint-Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(P.G. 14116-53.)

Alyre Labrie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1953, constituant en corporation: Alyre Labrie, commerçant, Joseph-Henri Labrie, gérant, tous deux de Saint-Louis-de-Pintendre, Jean-Paul Roy, comptable agréé, de Lévis, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, vendre ou louer des animaux, notamment des chevaux, sous le nom de "Alyre Labrie Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Louis-de-Pintendre, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(A.G. 14116)-53)

Alyre Labrie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1953, incorporating: Alyre Labrie, dealer, Joseph-Henri Labrie, manager, both of Saint-Louis-de-Pintendre, Jean-Paul Roy, chartered accountant, of Lévis, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To buy sell or rent animals, particularly horses, under the name of "Alyre Labrie Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of a value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Louis-de-Pintendre, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(P.G. 13384-53)

Atlas Upholstering Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1953, constituant en corporation: Larry B. Spires, rembourreur, Rose Bernstein, veuve de feu Samuel Spires, Beth Greenfield, ménagère, épouse séparée de biens de Larry B. Spires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme rembourreurs: manufacturer, graver, mouler et autrement fabriquer des meubles, boiseries et toutes sortes d'articles de maison, sous le nom de "Atlas Upholstering Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(A.G. 13384-53)

Atlas Upholstering Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1953, incorporating: Larry B. Spires, upholsterer, Rose Bernstein, widow of the late Samuel Spires, Beth Greenfield, housewife, wife separate as to property of Larry B. Spires, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as upholsterers; to manufacture, engrave, mould and otherwise fabricate furniture, woodwork and all kinds of household articles, under the name of "Atlas Upholstering Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13543-53)

Beacon Clothing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1953, constituant en corporation: Joseph Nitkin, Daniel Yachnin, manufacturiers, Marcia Evelyn Greenspon, ménagère, épouse séparée de biens de Daniel Yachnin, Minuckie Cohen Nitkin, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Nitkin, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'habits et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Beacon Clothing Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4060 Boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(A.G. 13543-53)

Beacon Clothing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1953, incorporating: Joseph Nitkin, Daniel Yachnin, manufacturers, Marcia Evelyn Greenspon, housewife, wife separate as to property of Daniel Yachnin Minuckie Cohen Nitkin, housewife, wife separate as to property of Joseph Nitkin, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Beacon Clothing Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4060 St. Lawrence Boul. Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13837-53)

Cemetery of Cascapedia

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de cimetièrre, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix juillet 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Harrison, Wesley Harrison, tous deux de Grand Cascapédia, Miles Best, Ivan Harrison et Reuben Harrison, de St-Jules de Cascapédia, tous fermiers, du comté de Bonaventure, pour les objets suivants:

Posséder un cimetière pour les non-catholiques de la municipalité de St-Jules de Cascapédia et des localités environnantes, sous le nom de "Cemetery of Cascapedia".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$3,000.

Le liège social de la corporation sera à la résidence de Richard Harrison, Grand Cascapédia, comté et district judiciaire de Bonaventure.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 14ième jour de juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35259 **JEAN BRUCHÉSI.**

(A.G. 13837-52)

Cemetery of Cascapedia

Notice is hereby given that under the provisions of the Cemetery Companies' Act, letters patent bearing date the sixth day of July, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Richard Harrison, Wesley Harrison, both of Grand Cascapedia, Miles Best, Ivan Harrison and Reuben Harrison, of St. Jules of Cascapedia, all Farmers, of the County of Bonaventure, for the following purposes:

To have a cemetery for the non Catholics of the Municipality of St. Jules of Cascapedia and surrounding localities, under the name of "Cemetery of Cascapedia".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is \$3,000.

The head office of the corporation will be at the residence of Richard Harrison, Grand Cascapedia, County and Judicial District of Bonaventure.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35259-o Under Secretary of the Province.

(P.G. 9832-53)

Congregation Beth-El

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1953, constituant en corporation, sans capital-actions: Lavy Mordecai Becker, Lawrence Abraham Lazare, manufacturiers, Monty Berger, journaliste, Milton Stober, Nat Robins, Louis Jason, vendeurs, Peter Allen Leopold, Sydney Merton Lassner, Israel Zelikovitz, Saul Hendelman, Henry Miller, Douglas Miller, Samuel Fogel, gérants, Sydney Pedvis, Wilfrid Leith, médecins, Michael Richler, marchand et Henry Ferdinand Pollock, exportateur, tous de Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer et encourager la pratique et l'étude de la religion hébraïque; des langues hébraïque, française et anglaise, sous le nom de "Congregation Beth-El".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$550,000.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 **L. DÉSILETS.**

(A.G. 9832-53)

Congregation Beth-El

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of June, 1953, incorporating without share capital: Lavy Mordecai Becker, Lawrence Abraham Lazare, manufacturers, Monty Berger, journalist, Milton Stober, Nat Robins, Louis Jason, salesmen, Peter Allen Leopold, Sydney Merton Lassner, Israel Zelikovitz, Saul Hendelman, Henry Miller, Douglas Miller, Samuel Fogel, managers, Sydney Pedvis, Wilfrid Leith, physicians, Michael Richler, merchant, and Henry Ferdinand Pollock, exporter, all of the Town of Mount Royal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To foster and encourage the practice and study of the Hebrew religion; of the Hebrew, French and English languages, under the name of "Congregation Berth-El".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is \$550,000.

The head office of the Corporation will be at the Town of Mout Royal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12590-53)

Deslauriers & Frères Transport Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt juin 1953, constituant en corporation Alfred-P. Deslauriers, conducteur de tramways,

(A.G. 12590-53)

Deslauriers & Frères Transport Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of June, 1953, incorporating: Alfred P. Deslauriers, tramway conductor of the town of Marie-

de la ville de Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, Lucien Deslauriers, gérant, Rolland Deslauriers, camionneur, tous deux de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation d'autobus, véhicules-moteurs ou autres moyens de transport public ou privé, sous le nom de "Deslauriers & Frères Transport Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P.G. 13471-53)

France Canada Amusement Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1953, constituant en corporation: Maurice-S. Hébert, avocat, J.-Eugène Bélaïr, courtier, Yves Masson, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des théâtres, des théâtres de vues animées, des édifices et des terrains d'amusement, sous le nom de "France Canada Amusement Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P.G. 13565-53)

F.-R. Bourgeois Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1953, constituant en corporation: François Bourgeois, ingénieur professionnel, Monique Hamel Bourgeois, ménagère, épouse séparée de biens dudit François Bourgeois, Bertrand Garon, hôtelier, tous de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction et faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "F.-R. Bourgeois Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 400 actions communes de \$25 chacune et en 1600 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le quinze juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P.G. 14309-53)

Godard & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1953, constituant en corporation: J.-Théo Legault, J.-Théo Legault, jr., Elvin

ville, judicial district of Saint-Hyacinthe, Lucien Deslauriers, manager, Rolland Deslauriers, truck-driver, both of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To operate autobuses, motor-vehicles or other public means of public or private transportation, under the name of "Deslauriers & Frères Transport Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A.G. 1 471-53)

France Canada Amusement Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1953, incorporating: Maurice S. Hébert, advocate, J.-Eugène Bélaïr, broker, Yves Masson, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate theatres, moving-picture theatres, amusement buildings and playgrounds, under the name of "France Canada Amusement Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A.G. 13565-53)

F.-R. Bourgeois Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1953, incorporating: François Bourgeois, professional engineer, Monique Hamel Bourgeois, housewife, wife separate as to property of the said François Bourgeois, Bertrand Garon, hotel-keeper, all of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To deal in materials for construction work, and carry on business as general contractors, under the name of "F.-R. Bourgeois Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of \$25 each, and 1600 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company shall be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, the fifteenth day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A.G. 14309-53)

Godard & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche-lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of June, 1953, incorporating: J.-Théo Legault, J.-Théo Legault, Jr., Elvin Legault,

Legault, notaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et vendre tous immeubles et agir comme constructeur général, sous le nom de "Godard & Frère Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5319, rue Saint-André, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P.G. 12544-53)

Ideal Children's Wear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1953, constituant en corporation: Philip Meyerovitch avocat et Conseil en Loi de la Reine, Hyman Solomon, avocat, Morris Shuter, gérant de bureau, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Ideal Children's Wear Ltd.", avec un capital de \$200,000 divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P.G. 13328-53)

Jimmy Williams Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze juin, 1953, constituant en corporation: James Williams, marchand, de St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, Gordon Hennessy, marchand, Melvin Salmon, avocat, Sylvia Ivanski, secrétaire, épouse séparée de biens de William Ivanski, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, et autrement faire le commerce de radios, d'appareils de télévision, machines à coudre, accessoires électriques et domestiques, sous le nom de "Jimmy Williams Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions communes sans valeur au pair de \$100 chacune, et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P.G. 13359-53)

Johnny Brown Theatrical Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

notaries, all of the city and judicial district of Montreal for the following purposes:

To buy and sell all immoveables, and to act as builder generally, under the name of "Godard & Frère Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at 5319 Saint-André Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-second day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A.G. 12544-53)

Ideal Children's Wear Ltd. -

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of June, 1953, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Hyman Solomon, advocate, Morris Shuter, office manager, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of every kind and description, under the name of "Ideal Children's Wear Ltd.", with a capital stock of \$200,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$10, each, and 10,000 preferred shares of the par value of \$10, each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(A. G. 13328-53)

Jimmy Williams Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1953, incorporating: James Williams, merchant, of St. Eustache, judicial district of Terrebonne, Gordon Hennessy, merchant, Melvin Salmon, advocate, Sylvia Ivanski, secretary, wife separate as to property of William Ivanski, all three of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, repair and otherwise deal in radios, television sets, sewing machines, electric and household appliances, under the name of "Jimmy Williams Limited", with a capital stock of \$20,00 divided into 100 common shares of the par value of \$100, each, and 100 preferred shares of the par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A.G. 13359-53)

Johnny Brown Theatrical Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1953, constituant en corporation: Johnny Brown manufacturier, Moses Steinberg, marchand, de Montréal, Frank Walter Lewis, marchand, de Strathmore, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et manufacturiers de bottes, chaussures, articles en cuir de toutes sortes et faire le commerce de tous ces articles, effets et marchandises pouvant être avantageusement vendus et négociés pour satisfaire aux besoins des théâtres, salles de spectacles ou cafés-concerts, sous le nom de "Johnny Brown Theatrical Supplies Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$5 chacune et 7,800 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P.G. 10347-53)

Jolin Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1953, constituant en corporation: J.-Edgar Jolin, industriel, Simone M. Jolin, ménagère, épouse de J.-Edgar Jolin, et dûment autorisée par lui, et Jean-Paul Chatillon, vérificateur, tous de la ville d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de bois de toutes sortes, et devenir propriétaires de scieries, de moulins à planer et de moulins à pulpe, sous le nom de "Jolin Lumber Co. Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10958-53)

Knee & Dunn Electrical Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf juin 1953, constituant en corporation: Charles H. Desjardins, Edward G. Tannage, avocats, Jeannette Desjardins, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme électriciens et travailleurs en électricité et en électronique; et faire le commerce de toutes sortes de marchandises et appareils électriques, sous le nom de "Knee & Dunn Electrical Works Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1953, incorporating: Johnny Brown, manufacturer, Moses Steinberg, merchant, of Montreal, Frank Walter Lewis, merchant, of Strathmore, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in and manufacturers of boots, shoes, leather goods of all kinds, and to deal in all such goods, wares and merchandise which can advantageously be sold and dealt in to satisfy the requirements of theatres, playhouses or music halls, under the name of "Johnny Brown Theatrical Supplies Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$5 each and 7,800 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10347-53)

Jolin Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June 1953, incorporating: J.-Edgar Jolin, industrialist, Simone M. Jolin, housewife, wife of J.-Edgar Jolin, and duly authorized by him, and Jean-Paul Chatillon, auditor, all of the town of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business of merchants in lumber of all kinds, and to become the proprietors of saw-mills, planing mills and pulp mills, under the name of "Jolin Lumber Co. Ltd.", with a capital of \$100,000, divided into 9,000 preferred shares of \$10 each and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company shall be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, the nineteenth day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A.G. 10958-53)

Knee & Dunn Electrical Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1953, incorporating: Charles-H. Desjardins, Edward G. Tannage, advocates, Jeannette Desjardins, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, electrical and electronic workers; and to deal in all kinds of electrical merchandise and apparatus, under the name of "Knee & Dunn Electrical Works Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(P.G. 14117-53)

La compagnie de construction Duchan Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1953, constituant en corporation: Bruno Chandonnet, contracteur, de Parisville, district judiciaire de Québec, Jean-Marie Samson, gérant, Joseph-O. Dufort, rentier, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction générale et agir comme entrepreneurs dans les travaux publics et privés; exploiter des garages ou stations de service, sous le nom de "La Compagnie de Construction Duchan Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P. G. 14308-53)

Les Ateliers Laurentiens Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1953, constituant en corporation: J.-Théo Legault, J.-Théo Legault, jr., Elvin Legault, notaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois sous toutes ses formes; manufacturer des châssis, meubles, jouets, et autres objets, sous le nom de "Les Ateliers Laurentiens Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5319, rue Saint-André, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10861-53)

L'Escholier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1953, constituant en corporation: Paul Massé, avocat, André Massé, étudiant, tous deux de la cité de Montréal, et Stasys Dauksa, juriste consultant, de Rosemont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Achefer, publier, éditer, imprimer des journaux, revues, livres, circulaires, magazines, et faire commerce d'imprimerie, de lithographie, sous le nom de "L'Escholier Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(A.G. 14117-53)

La compagnie de construction Duchan Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of June, 1953, incorporating: Bruno Chandonnet, contractor, of Parisville, judicial district of Quebec, Jean-Marie Samson, manager, Joseph-O. Dufort, annuitant, both of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general construction company and to act as contractors in public and private works; to keep garages or service stations under the name of "La Compagnie de Construction Duchan Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A. G. 14308-53)

Les Ateliers Laurentiens Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of June 1953, incorporating: J.-Théo Legault, J.-Théo Legault, Jr., Elvin Legault, notaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a lumber business in all its branches; manufacture sash-frames, furniture, toys and other objects, under the name of "Les Ateliers Laurentiens Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at 5319 Saint-André Street, Montréal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-second day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A.G. 10861-53)

L'Escholier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1953, incorporating: Paul Massé, advocate, André Massé, student, both of the city of Montreal, and Stasys Dauksa, consulting jurist, of Rosemount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, purchase, edit, print newspapers, reviews, books, circulars, magazines, and carry on business in printing, lithographing, under the name of "L'Escholier Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(P.G. 11149-53)

Maison Eddy Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1953, constituant en corporation: Max Cantor, marchand, de Ville Saint-Joseph de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, James Topping, surintendant, Hyman Eric Feigelson, avocat, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme négociants de marchandises sèches, fourreurs, drapiers, merciers et négociier toutes sortes de tissus et vêtements, sous le nom de "Maison Eddy Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Joseph de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(A.G. 11149-53)

Maison Eddy Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of June, 1953, incorporating: Max Cantor, merchant, of Ville St. Joseph de Drummondville, judicial district of Arthabaska, James Topping, superintendent, Hyman Eric Feigelson, advocate, both of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dry goods merchants, furriers, clothiers, haberdashers, and deal in all kinds of fabrics and garments, under the name of "Maison Eddy Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 4,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Ville St. Joseph de Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney Gen^l.

(P.G. 12078-53).

Marcel Boisvert Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1953, constituant en corporation Marcel Boisvert, constructeur, Catherine Lemay, épouse dudit Marcel Boisvert, et Rosaire Lemay, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la construction de maisons d'habitations, d'édifices commerciaux ou de tout autre genre d'édifice, sous le nom de "Marcel Boisvert Construction Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera situé à 6956 (6958), rue Iberville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(A.G. 12078-53)

Marcel Boisvert Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1953, incorporating: Marcel Boisvert, builder, Catherine Lemay, wife of the said Marcel Boisvert, and Rosaire Lemay, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of building dwelling houses, commercial buildings or any other kind of edifice, under the name of "Marcel Boisvert Construction Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be situate at 6956 (6958) Iberville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twentieth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(P. G. 12606-53)

Metallic Coatings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuvième jour de juin 1953, constituant en corporation: Jack Rudner, Joseph Mendelson, Henry Erdrich, avocats et Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire et traiter des vêtements, habits, articles vestimentaires, marchandises imperméables, fourrures, gants, chapeaux et faire le négoce de produits chimiques, mordants, textiles, sous

(A. G. 12606-53)

Metallic Coatings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the ninth day of June, 1953, incorporating: Jack Rudner, Joseph Mendelson, Henry Erdrich, advocates, and Celia Cohen, secretary, spinster, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the manufacture, production and treatment of clothing, garments, wearing apparel, waterproof goods, furs, gloves, hats, and deal in chemicals, pigments, textiles, under the name of "Metallic Coatings Ltd.",

le nom de "Metallic Coatings Ltd.", avec un capital de \$2,000 divisé en 20 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P. G. 14098-53)

Ontario Street Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1953, constituant en corporation: David Cohen, marchand, Dame Sally Sweet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de David Cohen, Jack Mindlin, manufacturier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétés immobilières et de biens immobiliers ou tout intérêt en ceux, sous le nom de "Ontario Street Realty Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions communes de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P.G. 13533-53)

Parisian Pad Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juin 1953, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat, et conseil en loi de la Reine, Ben Schecter, avocat, Magaret McMartin, fille majeure, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et autrement faire le commerce de feutre, bougras, bourruures en feutre et fournitures de tailleurs, sous le nom de "Parisian Pad Company Ltd.", avec un capital de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P.G. 12100-53)

Piste Drummond Raceway Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1953, constituant en corporation: Frank Bouchard, fils, promoteur, de Drummondville-Ouest, Louis Gauthier, notaire, J.-Aimé Pinard, commerçant, tous deux de Ville Saint-Joseph, tous du district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exploiter des pistes de courses pour chevaux, automobiles; lieux d'amusements; exploiter des restaurants, postes de service pour automobiles sous le nom de "Piste Drummond Raceway

with a capital stock of \$2,000 divided into 20 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(A. G. 14098-53)

Ontario Street Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1953, incorporating: David Cohen, merchant, Dame Sally Sweet, housewife, wife contractually separate as to property of and from David Cohen, Jack Mindlin, manufacturer, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate and real property or any interest therein, under the name of "Ontario Street Realty Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100. each, and 200 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13533-53)

Parisian Pad Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1953, incorporating: John Jacob Spector, advocate and Queen's Counsel, Ben Schecter, advocate, Margaret McMartin, spinster, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy and otherwise deal in felt, felt pads, canvas coat front, and tailors' trimmings, under the name of "Parisian Pad Company Ltd.", with a capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Ville LaSalle, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12100-53)

Piste Drummond Raceway Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June 1953, incorporating: Frank Bouchard, son, promoter, of Drummondville-West, Louis Gauthier, notary, J.-Aimé Pinard, merchant, both of the town of Saint-Joseph, all of the judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To operate race-tracks for horses, automobiles; places of amusement; restaurants, and service stations for automobiles, under the name of "Piste Drummond Raceway Limitée", with a

Limitée", avec un capital de \$150,000, divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville-Ouest, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(G.G. 12630-53)

Plomberie Bellerose Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date vingt juin 1953, constituant en corporation: Marcel Bellerose, entrepreneur en plomberie et chauffage, Marguerite Marois, comptable, fille majeure, Léonidas Houle, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur pour la construction et l'édification de maisons d'habitations, manufactures et édifices de toute nature; entreprendre des travaux de plomberie et chauffage, sous le nom de "Plomberie Bellerose Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P. G. 14086-53)

Quebec Tantalum & Lithium Mining Co. Ltd.

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf juin 1953, constituant en corporation: André Gagnon, avocat, de Sillery, Thérèse Sirois, fille majeure, sténographe, de Lauzon, Claude Gagnon, avocat, Rita Tremblay, sténographe, fille majeure, Renée Tanguay, secrétaire, fille majeure, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Quebec Tantalum & Lithium Mining Co. Ltd.", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$100,000 divisé en 100,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 80 rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P.G. 10278-53)

Raymond Art Woodwork Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

capital stock of \$150,000 divided into 1,500 shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Drummondville-West, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A. G. 12630-53)

Plomberie Bellerose Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1953, incorporating: Marcel Bellerose, plumbing and heating contractor, Marguerite Marois, accountant, spinster, Léonidas Houle, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a contractor for the building and construction of dwelling houses, manufactures and buildings of any nature; to undertake work for plumbing and heating, under the name of "Plomberie Bellerose Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twentieth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A. G. 14086-53)

Quebec Tantalum & Lithium Mining Co. Ltd.

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the nineteenth day of June, 1953, incorporating: André Gagnon, lawyer, of Sillery, Thérèse Sirois, spinster, stenographer, of Lauzon, Claude Gagnon, lawyer, Rita Tremblay, stenographer, spinster, Renée Tanguay, secretary, spinster, of Québec, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, and deal with the same, under the name of "Quebec Tantalum & Lithium Mining Co. Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$100,000, divided into 100,000 shares of \$1. each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares;

The head office of the Company will be at 80 St. Peter, Street, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10278-53)

Raymond Art Woodwork Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1953, constituant en corporation: Paul Raymond, contracteur, Armand Raymond, voyageur de commerce, de Montréal, Mario Guinard, auditeur public accrédité, de Ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour la construction de travaux publics ou privés de toute nature, sous le nom de "Raymond Art Woodwork Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P.G. 13473-53)

Seasonaire Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de juin 1953, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secrétaires, filles majeures, tous trois de la cité de Montréal, et Cyril E. Schwisberg, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements sport, chandails et habillements de toutes sortes, sous le nom de "Seasonaire Sportswear Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4859 Boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P. G. 10137-53)

South Shore Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juin 1953, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham M. Klein, avocats; Freda Pomerance, Queenie Kunstler, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'emprunt et de finance, sous le nom de "South Shore Finance Corporation", avec un capital de \$300,000 divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June 1953, incorporating: Paul Raymond, builder, Armand Raymond, commercial traveller, of Montreal, Mario Guinard, accredited public auditor, of Ville Saint-Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors for public and private construction work of all kinds, under the name of "Raymond Art Woodwork Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the nineteenth day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A.G. 13473-53)

Seasonaire Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of June, 1953, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secretaries, spinsters, all three of the city of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sportswear, sweaters and clothing of every sort, under the name of "Seasonaire Sportswear Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4859 St. Lawrence Boul. city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General:

(A. G. 10137-53)

South Shore Finance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the nineteenth day of June, 1953, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham M. Klein, advocates, Freda Pomerance, Queenie Kuustler, secretaries, spinsters, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as finance and loan company, under the name of "South Shore Finance Corporation", with a capital stock of \$300,000, divided into 600 common shares of the par value of \$100 each, and 2,400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(P. G. 13325-53)

Taylor-Made Homes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1953, constituant en corporation: G. Gordon Kohl, avocat, Barbara Duhan stenographe, célibataire, tous deux de la cité de St-Lambert, June Phillips, stenographe, célibataire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Taylor-Made Homes Ltd."

Le capital de la compagnie est divisé en 250 actions sans valeur au pair ou nominale;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(A. G. 13325-53)

Taylor-Made Homes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1953, incorporating: G. Gordon Kohl, advocate, Barbara Duhan, stenographer, spinster, both of the City of St. Lambert, June Phillips, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Taylor-Made Homes Ltd."

The capital stock of the company is divided into 250 shares having no nominal or par value;

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(P. G. 12580-53)

The Lakeview Residents' Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Harold Banton, mécanicien, Thos. O. Jones, gérant, Douglas Earl Washer, vendeur, de Verdun, district judiciaire de Montréal, A. John Roberts signaleur, C.N.R., d'Ottawa, province d'Ontario, tous pour les objets suivants:

Grouper les résidents du district en vue de bénéfices mutuels; promouvoir telles activités saisonnières qui peuvent procurer aux résidents des amusements et des divertissements, sous le nom de "The Lakeview Residents' Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Lakeview, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(A. G. 12580-53)

The Lakeview Residents' Association

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1953, incorporating as a corporation without share capital: Harold Banton, mechanic, Thos. O. Jones, manager, Douglas Earl Washer, salesman, of Verdun, in the judicial district of Montreal, A. John Roberts, signalman, C.N.R., of Ottawa, province of Ontario, all for the following purposes:

To bring together all residents of the District for mutual benefit; to promote such activities as will give both pleasure and entertainment to residents during the season, under the name of "The Lakeview Residents' Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000.

The head office of the Corporation will be at Lakeview, in the judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(P. G. 13566-53)

Trottier Service Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quinze juin 1953, constituant en corporation: Henri Trottier, Fernand Trottier, Gaetan Trottier, commerçants, tous de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et réparer des véhicules de tout genre et leurs accessoires; exploiter un garage et un restaurant, sous le nom de "Trottier Service Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 400 actions communes de \$25 chacune et 1600 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

(A. G. 13566-53)

Trottier Service Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of June, 1953, incorporating: Henri Trottier, Fernand Trottier, Gaetan Trottier, dealers, all of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To buy, sell and repair vehicles of any kind and their accessories; to operate a garage and restaurant, under the name of "Trottier Service Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 400 common shares of \$25 each and 1600 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le quinze juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P. G. 13561-53)

Varin Construction (Limitée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1953, constituant en corporation: Emilien Varin, constructeur, Dame Georgette Desrosiers Varin, ménagère, Venant Pauzé, gardien, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs de travaux publics et privés, sous le nom de "Varin Construction (Limitée)", avec un capital de \$40,000 divisé en 50 actions communes de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le teize juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P. G. 12842-53)

Victoria Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de juin 1953, constituant en corporation: Abe Adolph Bochner, manufacturier de bas, Sam Seliger, marchand de bas en gros, tous deux de la cité de Brooklyn, état de New York, un des états unis d'Amérique et Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bonneterie, bas, chaussettes de toutes descriptions et tous tissus de textile, sous le nom de "Victoria Hosiery Mills Ltd.", avec un capital de \$150,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzème jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

Arrêté en Conseil

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 862

Québec, le 23 juillet 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie du fer structural dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A. G. 13561-53)

Varin Construction (Limitée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June 1953, incorporating: Emilien Varin, builder, Dame Georgette Desrosiers Varin, housewife, Venant Pauzé, caretaker, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of builders and contractors for public and private work, under the name of "Varin Construction (Limitée)", with a capital stock of \$40,000 divided into 50 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the thirteenth day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A. G. 12842-53)

Victoria Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1953, incorporating: Abe Adolph Bochner, hosiery manufacturer, Sam Seliger, hosiery wholesaler, both of the City of Brooklyn State of New York, one of the United States of America, and Lillian Lazare, secretary, spinster, of the City of Outremont, judicial district of Montreal, all for the following purposes:

To manufacture and deal in hosiery, stockings, socks of every description and of all textile materials, under the name of "Victoria Hosiery Mills Ltd.", with a capital stock of \$150,000 divided into 500 common shares of a par value of \$100. each, and 1,000 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Saint John's, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

Order in Council

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 862

Quebec, July 23, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the structural iron industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Chambre de Construction de Montréal (Section de l'industrie du fer structural);

ET, D'AUTRE PART:

The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local 711;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 juin 1953;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 juin 1953.

I. *Juridiction territoriale*: Toute la Province de Québec. Toutefois, en dehors de l'île de Montréal, des cités de Québec et de Sherbrooke, le décret ne s'applique qu'aux travaux de construction métallique visés par la juridiction professionnelle déterminée à l'article II et s'élevant à 50 tonnes ou plus d'acier.

II. *Juridiction Industrielle et Professionnelle*:

a) Le décret s'applique à tous les travaux de construction mécanique et de bâtiment, comportant le montage ou la fabrication en fer structural, y compris la réparation, la démolition et le démontage, sous réserve et sans affecter les droits et privilèges des entrepreneurs et maîtres-électriciens de la Province de Québec et leurs employés.

b) Sont assujettis au décret les travaux suivants reconnus comme faisant partie du travail du travailleur en fer structural;

1° Le montage et la construction en fer et en acier, compris dans le montage et la construction de bâtiments, ponts, viaducs, métros et tunnels, tours, monte-voitures de toutes sortes, grues, convoyeurs, déchargeurs de minerai, réservoirs et trémies à charbon, plans inclinés et trémies à cendre, réservoirs et trémies à pierre, coke, sable et minerai; tout travail se rapportant aux caissons, coffres de sûreté, voûtes, vestibules et portes; évents, chambres chaudes et ventilateurs, y compris les conduits d'air ainsi que les petits travaux de plaquage métallique s'y rapportant (à l'exception du fer structural que comporte les installations électriques).

2° Le montage et la construction de cheminées en fer ou en acier, par sections ou autrement, dans les immeubles à bureaux et les hôtels ou dans la chambre des machines de tels immeubles ou hôtels, y compris toute rallonge ou réparation de telles cheminées.

Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builders' Exchange Inc., Montreal, [(Structural Iron Industry Section).

AND, ON THE OTHER PART:

"The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local No. 711";

for the employers and employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of June 6, 1953;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection was raised against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister;

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of June 6, 1953.

I. *Territorial jurisdiction*: The entire Province of Quebec. However, outside the Island of Montreal, the City of Quebec and Sherbrooke, the decree shall apply only to metal construction operations within the scope of the professional jurisdiction determined in Section II and amounting to fifty (50) tons of steel or more.

II. *Industrial and professional jurisdiction*:

a) The decree applies to all engineering construction and building operations involving the erection (or fabrication) of structural steel, including the demolition, repair or dismantling thereof without prejudice to the rights and privileges of electrical contractors and master electricians of the Province of Quebec and their employees.

b) The following operations, recognized as structural steel erector's work, are governed by the decree:

1. The erection and construction of all iron and steel, entering into the erection and construction of the following: buildings, bridges, viaducts, subways and tunnels, towers, hoists, car dumpers, cranes, conveyors, ore unloaders; coal bins and hoppers, ash chutes and hoppers; rock, coke, sand and ore bins and hoppers; all caisson work, safe deposit boxes, vaults, vestibules and doors; fans and hot rooms and ventilators, including air ducts and minor plate works in connection with the above definitions (with the exception of structural steel incidental to all electrical installations).

2. The erection and construction of all sectional and other steel or iron stacks, erected in office buildings and hotels, and all stacks erected in small power plants in connection with hotels and office buildings, and the extension and repair to such stacks.

3° Le montage et la construction en acier ou en fer autour des laminoirs et des haut-fourneaux (à l'exception des poêles (hot stoves), haut-fourneaux, cubilots et chars à bascule et de toute construction étanche à la vapeur, à l'air, à l'eau, au gaz, à l'huile ou à tout autre liquide comprise dans le travail du chaudronnier).

4° Le déchargement, le levage et la mise en place de bouilloires portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de bouilloires tubulaires et de toute sorte de machinerie.

5° Tout travail de brûlage, de soudure, de rivetage et de gréage se rapportant aux opérations ci-haut décrites.

c) Le décret ne régit pas les salariés permanents tel que défini par la Loi de la convention collective excepté lorsqu'ils exécutent du travail de construction nouvelle.

d) L'exploitation des mines ainsi que l'opération et l'entretien de tous les ateliers connexes y compris les ateliers de traitement, usines de fonte ("smelters") et usines d'affinage de métaux, sont exemptés des dispositions de ce décret.

e) L'exploitation forestière ainsi que l'opération des moulins à scies, à pulpe et à papier sont exemptés des dispositions de ce décret.

Dispositions spéciales: 1° Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales et scolaires ne sont pas assujetties aux dispositions du décret, pour ce qui est des travaux de construction, de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

2° Les compagnies de chemin de fer ne sont pas assujetties au décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemin de fer.

III. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

	<i>l'heure</i>
Monteur, fer structural.	\$1.90
Soudeur, fer structural, Brûleur, Gréeur et Déménageur de machinerie.	1.90

Frais de transport: Les frais de transport plus élevés que les taux réguliers de la compagnie des Tramways des limites de la cité au site du chantier doivent être payés par l'employeur, pourvu que ledit employeur ne puisse pas fournir un moyen de transport additionnel.

Temps requis pour déplacement: Le temps requis pour déplacement en dehors des limites de la cité où il est employé sera payé par l'employeur au taux régulier de salaire jusqu'à maximum de 8 heures par jour.

IV. *Durée régulière du travail:* La durée maximum des heures de travail pour les ouvriers qualifiés est de huit (8) heures par jour entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer un maximum de quarante (40) heures par semaine.

V. Lorsqu'il y a emploi d'équipes supplémentaires, il n'y a pas d'heure fixe de commencement et de cessation du travail. Cependant, la durée maximum de travail de telles équipes est de huit (8) heures par jour et de quarante (40) heures par semaine pour les ouvriers qualifiés et les apprentis, et de neuf (9) heures par jour

3. The erection and construction of all steel and iron work around rolling mills and blast furnaces (with the exception of hot stoves, blast furnaces, cupolas and dump cars, and all steam, air, water, gas, oil, or other liquid-tight work, which is recognized as boilermakers' work).

4. The unloading, hoisting or lowering and placing of complete portable boilers, steam drums, and assembled sections of water tube boilers and machinery of all descriptions to their approximate positions.

5. The burning, welding, riveting and rigging in connection with the above.

c) The decree does not apply to permanent employees as defined in the Collective Agreement Act, except when engaged in new construction work.

d) The operation of mines, including operation and maintenance of all shops in connection therewith, such as process shops, smelters and metal refining shops are exempt from the provisions of this decree.

e) Logging operations and the operation of pulp, paper and saw mills are exempt from the provisions of this decree.

Special provisions: 1. Notwithstanding any other provisions, cities and towns and municipal and school corporations are not governed by the provisions of the decree inasmuch as construction, repair or maintenance work on their own buildings, performed under their immediate control, are concerned. This exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying on the same operations, under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal corporations.

2. Railroad companies are not governed by the decree in the case of operations ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said companies.

III. *Schedule of wage rates:* The minimum wage rates are the following:

	<i>Per hour</i>
Structural Steel Erector.	\$1.90
Structural Steel Welder, Burner, Rigger and Machinery Mover.	1.90

Travelling expenses: Travelling expenses in excess of the regular tramways fare from city limits to job site shall be paid by the employer when the said employer cannot supply additional transportation.

Travelling time: Travelling time from the limits of the city in which he is engaged shall be paid by the employer at the regular wage rate, but not more than 8 hours travelling time shall be paid in one calendar day.

IV. *Regular duration of labour:* The maximum hours of work in respect of qualified tradesmen shall be 8 per day between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, the whole to constitute a maximum of 40 hours per week.

V. When extra shifts of workmen are employed there shall be no specified hours of starting and finishing for any shift. They shall not, however, exceed 8 hours per day and 40 hours per week in the case of qualified tradesmen and apprentices, and 9 hours per day and 50 hours per week in the case of common labourers. Such extra

et cinquante (50) heures par semaine pour les journaliers. Ces équipes supplémentaires reçoivent cinq cents de plus l'heure que le taux régulier.

VI. Les heures ci-haut mentionnées sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée selon que l'une ou l'autre est en vigueur là où le travail est exécuté.

VII. *Travail supplémentaire:* a) Tout travail exécuté par les ouvriers qualifiés et les apprentis en dehors des heures régulières ou des périodes de travail déterminées par le décret est considéré comme travail supplémentaire.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi basé sur les taux effectivement payés.

c) Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, le jour de la St-Jean-Baptiste, le 1er juillet, la Fête du Travail, le Jour d'Action de Grâce, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le Jour de Noël et les dimanches doit être rémunéré au taux de salaire double basé sur le taux effectivement payé.

Note: Toutefois, les jours proclamés par Ottawa ou Québec, selon le cas, pour la célébration du jour de la Fête Victoria, du jour de la Confédération, de la Saint-Jean-Baptiste et du jour d'Actions-de-Grâces, seront observés.

VIII. Aucun employeur n'a le droit de punir ou menacer de punir, soit par suspension ou congédiement, directement ou indirectement, un travailleur catholique qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse d'obligation catholique.

IX. Tout travail urgent d'amélioration ou de réparation à un immeuble existant qui, pour des raisons suffisantes, ne peut vraiment être exécuté pendant les périodes journalières de travail établies pour le commencement et la cessation du travail peut être fait au taux régulier à d'autres périodes de la journée mais le maximum de huit (8) heures par jour et de quarante (40) heures par semaine continue de s'appliquer. Tous les salariés affectés à un tel travail doivent recevoir une majoration de cinq cents (\$0.05) l'heure sur les taux réguliers.

X. Cependant, s'il y a émission d'un permis en vertu de la Loi relative à la limitation des heures de travail pour cinq (5) nuits consécutives ou plus, les dimanches non compris, la durée du travail de chaque équipe peut être de neuf (9) heures par jour et de quarante-cinq (45) heures par semaine entre 5.00 p.m. le lundi et 8.00 a.m. le samedi aux taux simple.

Un boni de dix cents (\$0.10) l'heure doit être versé aux salariés des équipes irrégulières lorsque la moitié ou la majeure partie de la période d'emploi tombe en dehors des heures régulières du travail de jour.

XI. *Apprentissage:* a) Les employeurs peuvent embaucher un (1) apprenti par trois (3) travailleurs en fer structural employés sur un chantier, ou fraction de ce nombre.

b) *Période d'apprentissage:* La période complète d'apprentissage est de deux ans.

c) *Taux de salaires — Apprentis:* Les taux de salaires payés aux apprentis doivent être basés sur les pourcentages suivants des taux minima payables aux ouvriers qualifiés en fer structural:

1ère année.....	70%
2ème année.....	85%

d) Aucun apprenti en fer structural ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans ou après avoir dépassé 30 ans.

e) Tous les noms des apprentis doivent être inscrits dans un registre tenu spécialement à cette fin par le comité conjoint des métiers de la cons-

shifts of workmen shall be paid a premium of 5c an hour above regular rates.

VI. The hours hereinabove specified shall mean Standard Time or Daylight Saving Time, depending upon which time is in force in the locality where the work is being executed.

VII. *Overtime work:* a) Work performed by qualified workmen and apprentices in excess of the regular hours, or outside the limits of hours determined by the decree, shall be considered as overtime work.

b) Overtime work shall be paid at the rate of time and one half of the wage rate actually paid.

c) Work done on New Year's Day, Good Friday, May 24, St. John the Baptist Day, July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and Sundays shall be paid double time of the wage rate actually paid.

Note: However, the days proclaimed by Ottawa or Quebec, as the case may be, for the celebration of Victoria Day, Dominion Day, St. John the Baptist Day and Thanksgiving Day shall be observed.

VIII. No employer shall have the right to punish or threaten to punish by discharge or suspension, directly or indirectly, a Catholic worker absenting himself from work on a Catholic day of obligation.

IX. All urgent alterations and repairs on existing buildings which, for sufficient reasons, cannot be executed within the daily periods of labour hereinbefore specified for starting and finishing may be done at regular wage rates at other periods of the day, subject always to a maximum of 8 hours per day and 40 hours per week. All workmen employed on such operations shall be paid a premium of 5c above the regular rates.

X. However, where a permit is issued under the Law respecting the Limiting of Working Hours for 5 consecutive nights or more, excluding Sundays, 9 hours per shift may be worked, the whole not to exceed 45 hours per week, between 5.00 p.m. Monday and 8.00 a.m. Saturday, at single time.

A premium of 10c an hour shall be paid to all workmen operating on any broken shift when one half of the major portion of the period of employment falls outside the regular daily hours of work.

XI. *Apprenticeship:* a) Employers shall have the right to employ one (1) apprentice for each three (3) structural steel workers or fraction thereof employed on any job.

b) *Apprenticeship period:* The entire period of apprenticeship shall be two (2) years.

c) *Wage rate — apprentices:* Rates of wages paid to apprentices shall comply with the following percentage of legal minimum wages paid to qualified structural steel workmen:

1st year.....	70%
2nd year.....	85%

d) No apprentice in structural steel shall begin his apprenticeship before being 16 years old, or after 30 years.

e) All apprentices' names shall be inscribed in a register kept specially for that purpose by the Joint Committee of the Building Trades

truction chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret et dont le siège social est dans la cité de Montréal.

f) Aucun employeur professionnel ne peut être tenu de garder à son emploi un apprenti dont le travail n'est pas satisfaisant. L'employeur a aussi le droit de renvoyer un apprenti qui exécute son travail de façon négligente ou qui ne se conforme pas aux coutumes du métier.

g) Aucun contrat individuel d'apprentissage ne peut être valide s'il n'est pas conforme aux dispositions du décret.

h) La durée de travail des apprentis doit être la même que celle des ouvriers qualifiés.

i) L'apprenti doit fournir de bons et loyaux services à son employeur pendant son apprentissage; il doit aussi prendre soin des outils et du matériel fournis par son employeur.

XII. *Congés payés*: a) *Définitions*: Les termes ci-après mentionnés ont, à moins d'incompatibilité, le sens qui leur est ci-après donné:

Employeur: Une personne employant un salarié régi par le décret;

Commission: La Commission du Salaire Minimum;

Livret de congés: Un livret émis par la Commission, aux fins d'y apposer durant une période de prestations, des timbres de congés payés:

Période de prestations: La période s'étendant du premier mai, d'une année au trente avril de l'année suivante:

Timbres: La marque imprimée ou vignette émise par la Commission pour représenter les prestations de congés dûes par un employeur:

b) *Droits du salarié*: 1. *aux congés payés*: Tout salarié, régi par le décret ayant été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période à un congé d'une durée minimum de sept jours consécutifs et à la rémunération pour congés ci-après fixée:

2. *à rémunération pour congés*: Tout salarié régi par le décret, n'ayant pas été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période, seulement à la rémunération pour congés ci-après fixée.

c) *Prise de congé*: L'employeur doit donner à son salarié y ayant droit le congé prévu par le présent article, dans les quatre (4) mois qui suivent la date de la fin d'une période de prestations.

d) *Rémunération pour congés*: La rémunération pour congés à laquelle a droit un salarié régi par le décret, représente, pour une période de prestations, la valeur des timbres apposés, pour telles périodes, dans son livret de congés.

e) *Apposition de timbres*: Tout employeur doit apposer à l'échéance de chaque paie de son salarié, dans le livret de congés de ce dernier, des timbres pour une valeur égale à deux pour cent (2%) du montant brut de telle paie.

f) *Obligations de l'employeur*: Tout employeur doit:

1° Se procurer de la Commission avant le commencement d'une période de prestations, un livret de congés pour chacun de ses salariés.

2° exiger de tout salarié embauché au cours d'une période de prestations, la remise de son

administrer le décret, the Head Office of which is in the City of Montreal.

f) No professional employer shall be compelled to keep in his employ an apprentice whose work is unsatisfactory. The employer shall also have the right to discharge an apprentice if the latter gives evidence of insufficient care in his work or does not abide by the general customs required for trade apprentices.

g) No individual apprenticeship contract shall be valid unless it be in conformity with the provisions of the decree.

h) The duration of labour of apprentices shall be similar to that of qualified workmen.

i) The apprentice shall furnish good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take care of tools and materials furnished by his employer.

XII. *Vacations with pay*: a) *Definitions*: Barring incompatibility, the following words have the meaning hereinafter given to them:

Employer: Any person hiring an employee governed by the decree;

Commission: The Minimum Wage Commission;

Vacation-with-Pay Stamp Book: A book issued by the Commission for the purpose of affixing therein, during a vacation-with-pay credit period vacation-with-pay credit stamps;

Vacation-with-pay credit period: The period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the next year;

Vacation-with-pay credit stamps: The printed mark of stamp issued by the Commission representing the vacation-with-pay credit payable by an employer;

b) *Rights of employee*: 1. *To a vacation with pay*: Every employee governed by the decree whose work has been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period is entitled, at the end of such period to a vacation having a minimum duration of seven consecutive days and to the vacation credit hereinafter determined;

2. *To a vacation credit*: Every employee governed by the decree whose work has not been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, only to the vacation credit hereinafter determined.

c) *Period during which vacation is to be given*: The employer must give, within four months from the date of expiration of a vacation-with-pay credit period, the vacation to which an employee is entitled according to the present section.

d) *Vacation Credits*: The vacation credit to which an employee governed by the decree is entitled represents, for a vacation-with-pay credit period, a sum of money equivalent to the face value of the stamps affixed in his vacation-with-pay stamp book, for said credit period.

e) *Affixing of Stamps*: Every employer, at the end of each regular pay period, must affix in his employee's vacation-with-pay stamp book vacation-with-pay credit stamps in an amount equivalent to two per centum (2%) of the gross amount of such pay.

f) *Employers' obligations*: Every employer must:

1. obtain from the Commission a vacation-with-pay stamp book for each of his employees, before the beginning of a vacation-with-pay credit period;

2. require from every employee hired during a vacation-with-pay credit period, the remit-

livret de congés, et, s'il n'en possède pas, lui en procurer un.

3° conserver jusqu'à la fin d'une période de prestations ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, durant le temps d'emploi, les livrets de congés de chacun de ses salariés.

4° remettre à chacun de ses salariés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail, son livret de congés.

L'employeur qui fournit à un salarié un livret de congés payés peut en déduire le coût du salaire de ce dernier.

g) Obligations du salarié: Tout salarié doit:

1° Remettre sans délai son livret de congés à l'employeur qui l'engage au cours d'une période de prestations.

2° Réclamer de l'employeur qui l'emploie, son livret de congés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail.

h) Remboursement de la rémunération: Tout salarié a le droit de réclamer de la Commission, à la fin d'une période de prestations, le remboursement des timbres apposés dans son livret de congés pour telle période.

i) Propriété du livret de congés payés: Le livret de congés payés bien qu'il puisse être en la possession de l'employeur est la propriété du salarié; la créance qu'il constate est incessible.

j) Convention interdite: Est expressément interdite toute stipulation d'un contrat accordant à un salarié régi par le décret, des conditions moins avantageuses que celles fixées au présent article.

k) Les salariés employés surtout dans les établissements manufacturiers et partiellement à la construction de bâtiment ou à la construction mécanique, ou travaillant comme employés permanents préposés à l'entretien lorsqu'ils bénéficient d'un plan de vacances payées établi par leur employeur et prévoyant des conditions tout aussi avantageuses que celles dont fait mention le décret, ne sont pas assujettis à ses dispositions concernant les vacances payées.

XIII. Durée du décret: Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1954.

XIV. Le décret est administré par le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal.

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
35270-o C. LARICHELIERE.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 826

Québec, le 16 juillet 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la robe de la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts re-

tance of his vacation-with-pay stamp book and, should he not possess such book, provide him with one;

3. keep each employee's vacation-with-pay stamp book until the end of the vacation-with-pay credit period or, during the time of employment, should the employee's labour contract be previously cancelled;

4. give back his vacation-with-pay stamps book to each one of his employees at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract.

The employer who provides his employee with a vacation-with-pay stamp book may deduct from the employee's wages the cost of such book.

g) Employee's obligations: Every employee must:

1. without delay, give back his vacation-with-pay stamp book to the employer, who hires him during a vacation-with-pay period;

2. at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract claim his vacation-with-pay stamp book from the employer who hires him.

h) Redemption of Stamps: Every employee, at the end of a vacation-with-pay credit period, has the right to claim from the Commission the redemption of stamps affixed for such period in his vacation-with-pay stamp book.

i) Ownership of the Vacation-with-pay Stamp Book: Though in the employer's hands, the vacation-with-pay stamp book belongs to the employee, and the credit shown therein is untransferable.

j) Forbidden Agreement: Any stipulation of a Labour contract for the purpose of granting to an employee governed by the decree conditions less advantageous than those fixed in the present section, is strictly forbidden.

k) Employees principally employed in manufacturing establishments and partly in building or engineering construction, or as permanent maintenance employees, and where such workmen participate in a vacation-with-pay plan established by their employer and providing conditions not less favourable to such employees than those provided in the decree shall be exempt from its application but only in respect of those governing vacations-with-pay.

XIII. Duration of the decree: The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective until the 31st of March, 1954.

XIV. The decree is administered by the Building Trades Joint Committee of Montreal.

C. LARICHELIERE,
35270-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 826

Quebec, July 16, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the dress industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

fondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec, a présenté au Ministre du Travail, deux requêtes à l'effet de modifier le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, amendé par les arrêtés numéros 3672 du 9 octobre 1940, 212 du 29 janvier 1942, 299, 541 et 1336 des 5 février, 5 mars et 19 mai 1943, 543 du 17 février 1944, 809 et 1111 des 10 et 24 mars 1945, 1021, 1801, 2859 et 3776 des 21 mars, 16 mai, 17 juillet et 18 septembre 1946, 2083-A du 18 décembre 1947, 259-C et 1197-A des 10 mars et 27 octobre 1949, 230-A 506-C, 735-F et 1155-F des 7 mars, 15 mai, 12 juillet et 17 octobre 1951, 68-F, 139-C et 714-B des 31 janvier, 27 février et 11 juin 1952, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions du 18 avril et du 6 juin 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre,

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié comme suit:

1° Les deux premiers alinéas de l'article I-A (Juridiction industrielle) sont remplacés par les suivants:

"I. *Juridiction industrielle*: (A) Le présent décret régit l'industrie de la fabrication ou production complète ou partielle, pour toutes personnes du sexe féminin, de tout genre ou catégorie de robes, blouses et jupes dépareillées, et tout vêtement analogue, y compris entr'autres:

Ensembles, robes, robes de toilette, vêtements de plage, de jeux et de sport, blouses, plastrons, couvre-tout, sarraux, manteaux d'intérieur, tabliers, kimonos, robes de chambre et uniformes de quelque modèle ou tissu que ce soit, le tout non assujetti aux décrets numéros 2375 du 11 septembre 1937 et 513 du 30 avril 1953, dans leur teneur modifiée.

Le décret s'applique également à toute partie de tels vêtements, qu'elle soit fabriquée séparément ou non."

2° Le paragraphe "a" de l'article I est radié.

3° Les alinéas "a" et "b" du paragraphe 2 de l'article XII sont remplacés par les suivants:

"2. a) Tout travail relatif à la confection des vêtements assujettis au présent décret, donné à toute personne ou accepté par cette dernière pour être fait ou exécuté dans un domicile, un appartement, un logement ou une chambre dans une maison d'habitation ou des lieux utilisés à cette fin, ou dans toutes dépendances attenantes, est considéré comme travail à domicile et sujet à toutes les dispositions de ce décret, tout particulièrement aux dispositions du présent article XII."

"b) Quiconque se propose de faire exécuter par qui que ce soit du travail à domicile, dans un appartement, un logement ou une chambre dans une maison d'habitation ou des lieux utilisés à cette fin, ou dans toutes dépendances attenantes, sur des vêtements dont la confection est assujettie au présent décret doit, avant de donner tel travail faire parvenir, par malle recommandée à la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, sur des formules fournies par cette dernière, un avis attestant son intention de donner tel travail et renfermant tout

Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour two petitions to amend the decree No. 3519 of September 24, 1940, amended by Orders in Council Nos 3672 of October 9, 1940, 212 of January 29, 1942, 299, 541 and 1336 of February 5, March 5 and May 19, 1943, 543 of February 17, 1944, 809 and 1111 of March 10 and 24, 1945, 1021, 1801, 2859 and 3776 of March 21, May 16, July 17 and September 18, 1946, 2083-A of December 18, 1947, 259-C and 1197-A of March 10 and October 27, 1949, 230-A, 506-C, 735-F and 1155-F of March 7, May 15, July 12 and October 17, 1951, 68-F, 139-C and 714-B of January 31, February 27 and June 11, 1952, relating to the dress industry in the province of Quebec;

WHEREAS the said petition were published in the *Quebec Official Gazette*, issues of April 18 and June 6, 1953;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree, No. 3519, be amended as follows:

1. The first two paragraphs of section I-A (Industrial jurisdiction) are replaced by the following:

"I. *Industrial jurisdiction*: (A) This decree shall apply to the industry of manufacturing or producing completely or partially for all persons of the female sex, all types and styles of dresses, blouses and odd and separate skirts, and all garments analogous thereto and including but not limited to:

Ensembles, gowns, beach clothes, play clothes, sport clothes, blouses, vestees, smocks, hovers, house coats, aprons, kimonos, dressing gowns and uniforms; the whole of all descriptions and of any material whatsoever, the whole not falling within Orders-in-Council Nos. 2375 of September 11, 1937 and 513 of April 30, 1953, and amendments thereto.

This Decree likewise shall apply to the several parts of any of the aforesaid garments when manufactured in combination or separately as independent items."

2. Subsection "a" of section I, is deleted.

3. The French version of paragraphs "a" and "b" of subsection 2 of section XII is replaced by the following:

"2. a) Tout travail relatif à la confection des vêtements assujettis au présent décret, donné à toute personne ou accepté par cette dernière pour être fait ou exécuté dans un domicile, un appartement, un logement ou une chambre dans une maison d'habitation ou des lieux utilisés à cette fin, ou dans toutes dépendances attenantes, est considéré comme travail à domicile et sujet à toutes les dispositions de ce décret, tout particulièrement aux dispositions du présent article XII."

"b) Quiconque se propose de faire exécuter par qui que ce soit du travail à domicile, dans un appartement, un logement ou une chambre dans une maison d'habitation ou des lieux utilisés à cette fin, ou dans toutes dépendances attenantes, sur des vêtements dont la confection est assujettie au présent décret doit, avant de donner tel travail faire parvenir, par malle recommandée à la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, sur des formules fournies par cette dernière, un avis attestant son intention de donner tel travail et renfermant

autre renseignement que ladite Commission conjointe peut exiger.

Avant que le travail ne soit donné un échantillon dûment estampillé et certifié doit en être fourni à la Commission conjointe. Tous ces échantillons sont retournés dans un délai de 10 jours; si la Commission conjointe décide de les garder, elles les paiera au prix régulier de vente au marchand de détail."

4° Le paragraphe "c" de l'article VI est modifié en y ajoutant ce qui suit:

"Toutefois, seulement pour la saison d'été se terminant le 1er juillet 1953, les employeurs peuvent faire exécuter du travail le samedi mais à condition que tel travail soit fait volontairement, qu'il soit rémunéré au taux de salaire et demi, qu'il soit exécuté entre 8.00 a.m. et midi, qu'un minimum de quatre (4) heures de travail ou de rémunération soit garanti à chaque salarié dans chaque métier concerné et que lesdite employeurs en donnent avis à la Commission Conjointe."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,

35270-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 861

Québec, le 23 juillet 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville, rendue obligatoire par le décret numéro 329 du 20 février 1947, amendé par les arrêtés numéros 1907-C du 19 novembre 1947, 421-B, 1038-E et 1288-D des 30 mars, 3 août et 29 septembre 1948, 623-G du 15 juin 1949, 515-A et 973-A des 3 mai et 30 août 1950, 455-A du 26 avril 1951, 138-B et 714-A des 27 février et 11 juin 1952 et 961-C du 25 septembre 1952, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 mai 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDINÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 329, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

III. *Taux de salaire minima*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

Métiers	Taux horaires
Ajusteur de gicleurs.....	\$1.45
Briqueteur, plâtrier (travaux ordinaires ou d'ornementation), maçon y compris le tailleur sur le chantier, poseur de blocs de ciment, tireur de joints.....	1.62
Calfat.....	1.35

tout autre renseignement que ladite Commission conjointe peut exiger.

Avant que le travail ne soit donné un échantillon dûment estampillé et certifié doit en être fourni à la Commission conjointe. Tous ces échantillons sont retournés dans un délai de 10 jours; si la Commission conjointe décide de les garder, elles les paiera au prix régulier de vente au marchand de détail."

Section VI, sub section "c," is amended by adding the following:

"However, only during the summer season ending July 1st, 1953, an employer may have work done on Saturdays only on the conditions that such work is on a voluntary basis, is paid for at the rate of time and a half, is performed between 8.00 a.m. and noon, four (4) hours work or payment therefore is granted to each employee in each craft involved, and the employer gives proper notice thereof to the Joint Commission."

(Document "B" annexé to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

35270-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 861

Quebec, July 23, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the city of St. John and the town of Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the city of Saint John and the town of Iberville, rendered obligatory by the decree number 329 of February 20, 1947, and amended by Orders 1907-C of November 19, 1947, 421-B, 1038-E and 1288-D of March 30, August 4 and September 29, 1948, 623-G of June 15, 1949, 515-A, 973-A of May 3 and August 30, 1950, 455-A of April 26, 1951, 138-B and 714-A of February 27 and June 11, 1952, and 961-C of September 25, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 23, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree, number 329, be amended as follows:

1. Section III is replaced by the following:

III. *Minimum wage rates*: the following minimum rates of wages shall be paid:

Trades	Hourly rates
Sprinkler fitter.....	\$1.45
Bricklayer, plasterer (ordinary or ornamental work) mason, including cutter on the job, cement block layer, joint pointer.....	1.62
Caulkers.....	1.35

Charpentier, menuisier, mécanicien dans la construction y compris les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), posage de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres ("weatherstrips"), bardeau (bois, amiante ou composition), divisions en acier, ameublements, tels que comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles), tout papier composition, y compris le posage de plancher en bois, amiante gaufré et l'assemblage de maisons préfabriquées	1.35	Carpenter, joiner, construction mechanic, including the following operations: concrete forms (shop of job), screen laying (wood or metal), frames, windows, weatherstrips, shingles (wood or asbestos or composition), steel partitions, furniture such as counters and shelves (fixed or moveable), any composition paper, including the laying of wood floors, corrugated asbestos and the assembling of prefabricated houses.	1.35
Compagnon-menuisier en première année de pratique	1.20	Journeyman-joiner, 1st year	1.20
Charretier	1.00	Horse driver	1.00
Chauffeur de camion	1.10	Truck driver	1.10
Chauffeur (construction)	1.05	Fireman (construction)	1.05
Chauffeur de bouilloire, devant posséder un certificat de 4ème classe	1.25	Boiler fireman with 4th class certificate	1.25
Conducteur de monte-charge	1.10	Freight elevator operator	1.10
Conducteur de niveleuse, "Bulldozer", tracteur et rouleau compresseur (vapeur ou essence)	1.20	Grader, Bulldozer, tractor and roller (steam or gasoline) operator	1.20
Couvreur — ardoise, tuile	1.70	Roofer — slate, tile	1.70
Couvreur — composition, gravier, sable et asphalte	1.35	Roofer — composition, gravel, sand, asphalt	1.35
Couvreur de plancher — linoléum, caoutchouc, asphalte ou équivalent (feuilles et tuiles)	1.25	Floor finisher — linoleum, rubber, asphalt or equivalent (sheet and tile)	1.25
Électricien:		Electrician:	
Entrepreneur, services personnels	2.50	Contractor, personal services	2.50
Compagnon	1.50	Journeyman	1.50
Compagnon électricien en première année de pratique	1.25	Journeyman electrician, 1st year	1.25
Finiisseur de ciment	1.45	Cement finisher	1.45
Finiisseur de plancher en mastic	1.40	Mastic floor finisher	1.40
Foreur et poudrier	1.35	Drill operator and blaster	1.35
Forgeron sur chantier	1.35	Blacksmith on the job	1.35
Gratteur, polisseur, sableur de plancher à la main ou à la machine	1.35	Floor scraper and polisher, hand or machine	1.35
Gréeur	1.35	Rigger	1.35
Homme de chaudière	1.00	Kettleman	1.00
Journalier (ouvrier non qualifié)	1.00	Labourer (common worker)	1.00
Limeur de scies	1.35	Sawsetter	1.35
Machinistes	1.35	Machinist	1.35
Manœuvre, porteur d'oiseau	1.00	Labourer, hod carrier	1.00
Mécanicien de machines fixes ou mobiles	1.30	Stationary or portable engineman	1.30
Ouvrier-tôlier et ferblantier-couvreur (boutique ou chantier)	1.50	Tinsmith and sheet metal roofer (shop or job)	1.50
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, poseur de papier-peint, vernisseur de planche	1.35	Painter, sprayman, decorator, glazier, paper hanger, floor varnisher	1.35
Compagnon-peintre en première année de pratique	1.20	Journeyman painter, 1st year	1.20
Plombier, poseur d'appareil de chauffage, mécanicien en tuyauterie:		Plumber, steamfitter, pipe mechanic:	
Entrepreneur, services personnels	2.50	Contractor, personal services	2.50
Compagnon	1.50	Journeyman	1.50
Compagnon junior	1.35	Junior journeyman	1.35
Mécanicien en isolement de tuyauterie	1.50	Pipe insulation mechanic	1.50
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité)	1.50	Pipe welder (acetylene or electricity)	1.50
Poseur de brûleurs à l'huile	1.50	Oil burner mechanic	1.50
Pilonneur et épandeur d'asphalte	1.10	Asphalt ramming and spreading	1.10
Porteur d'eau	1.00	Water carrier	1.00
Poseur d'acier d'armature	1.45	Reinforcing steel erector	1.45
Poseur de lattes en bois ou en métal	1.35	Lather, wood or metal	1.35
Poseur de liège isolateur	1.50	Cork insulation layer	1.50
Poseur de marbre	1.75	Marble layer	1.75
Poseur de plancher en mastic	1.60	Mastic floor layer	1.60
Poseur de terrazzo	1.68	Terrazzo layer	1.68
Poseur de tuiles	1.68	Tile layer	1.68
Préposé à la canalisation, mateur et soudeur	1.10	Piping, caulkers and welders	1.10
Préposé au compresseur	1.30	Compressor operator	1.30
Préposé aux grues	1.45	Crane operator	1.45
Préposé au malaxeur à vapeur ou au gros malaxeur à gazoline	1.45	Steam or heavy gasoline mixer operator	1.45

Préposé au malaxeur à l'électricité ou au petit malaxeur à gazoline.....	1.05	Electric or light gasoline mixer operator .	1.05
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement).....	1.30	Kettleman, flooring only.....	1.30
Préposé aux machines à polir le terrazzo: machine à sec	1.53	Terrazzo polishing machine operator: dry process.....	1.53
machine à l'eau.....	1.35	wet process	1.35
Préposé aux pelles mécaniques.....	1.45	Shovel operator.....	1.45
Gardien sur chantier (nuit et jour, sans limite de la durée quotidienne de travail, maximum hebdomadaire 72 heures) ...	0.80	Watchman on the job (night and day, unlimited daily hours of work, weekly maximum of 72 hours).....	0.80
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe (sans limite de la durée journalière de travail, maximum hebdomadaire 72 heures).....	1.30	Watchman, also employed as fireman but with 4th class certificate (unlimited daily hours of work, weekly maximum of 72 hours).....	1.30
	<i>par semaine</i>		<i>per week</i>
Vérificateur de matériel et pointeur	\$53.00	Material checker and time-keeper.....	53.00

Lorsque du travail est exécuté par une équipe de nuit (2ème équipe), les salariés de cette équipe doivent recevoir un boni de \$0.15 l'heure."

2° L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. Le travail exécuté en dehors des heures régulières doit être rémunéré à temps et demi.

Si le travail à exécuter se complète en moins d'une heure, l'ouvrier a droit au minimum d'une heure de travail.

Le travail urgent, c'est-à-dire celui qui doit être exécuté pour éviter des dommages à la personne et/ou à la propriété, peut être fait en dehors des heures régulières et payé au taux régulier. La justification de cette urgence incombe à l'employeur."

3° Le paragraphe "c" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"c) Les préposés aux pelles et les préposés aux sonnettes ("pile driver") de même que leurs compagnons de travail, les conducteurs d'attelage, les préposés au transport général, au charroyage et au remorquage, vu la nature saisonnière de leur travail peuvent être employés sur une base maximum hebdomadaire de soixante (60) heures, sans limitation quotidienne de la durée de travail. Les taux pour le travail supplémentaire ne sont exigibles que pour le travail exécuté en plus de ce nombre d'heures."

4° Le paragraphe "k" de l'article XII est remplacé par le suivant:

"k) Les taux de salaire suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

	<i>Taux horaire</i>
1. Charpentier-menuisier, peintre, aspergeur, vitrier, décorateur, poseur de papier-peint et vernisseur:	
1ère année.....	0.80
2ème année.....	0.90
3ème année.....	1.00
4ème année.....	1.05
2. Électricien, plombier, poseur d'appareil de chauffage, mécanicien en tuyauterie, soudeur en tuyauterie, ouvrier-tôlier et ferblantier-couvreur:	
1ère année.....	0.80
2ème année.....	0.90
3ème année.....	1.00
4ème année.....	1.05
3. Briqueteur, maçon, plâtrier:	
1ère année.....	1.05
2ème année.....	1.10
3ème année.....	1.15
4ème année.....	1.30
4. Poseur de brûleurs à l'huile:	
1ère année.....	0.90
2ème année.....	1.00

When work is done by a night shift (2nd shift), the employees of such shift shall be paid a bonus of \$0.15 per hour."

2. Section IX is replaced by the following:

"IX. All time worked beyond the regular hours shall be paid at the rate of time and one half.

If the work to be done is completed within one hour, the employee is entitled to a minimum of one hour's pay.

Urgent work, meaning the work which must be executed to avoid damages to persons and/or properties, may be carried out outside the regular hours and paid the regular rates. Justification of the urgency shall lie with the employer."

3. Subsection "c" of section VI is replaced by the following:

"c) Shovel operators and pile drivers, as well as their fellow-workers, horse drivers, general transport, cartage and haulage employees, due to the seasonal nature of their work, may be employed on a maximum weekly basis of sixty (60) hours, without daily limitation of the duration of labour.

Overtime rates are payable only for work performed in excess of this number of hours."

4. Subsection "k" of section XII is replaced by the following:

"k) The following minimum wage rates shall be paid to apprentices of the trades hereafter mentioned:

	<i>Hourly rates</i>
1. Carpenter-joiner, painter, sprinkler fitter, glazier, decorator, paper hanger and varnisher:	
1st year.....	\$0.80
2nd year.....	0.90
3rd year.....	1.00
4th year.....	1.05
2. Electrician, plumber, steamfitter, pipe mechanic, pipe welder, sheet-metal worker and tinsmith-roofer:	
1st year.....	0.80
2nd year.....	0.90
3rd year.....	1.00
4th year.....	1.05
3. Bricklayer, mason, plasterer:	
1st year.....	1.05
2nd year.....	1.10
3rd year.....	1.15
4th year.....	1.30
4. Oil burner fitter:	
1st year.....	0.90
2nd year.....	1.00

5. Couvreur de plancher — linoléum, caoutchouc, asphalte ou équivalent (feuilles et tuiles):

1ère année.....	0.85
2ème année.....	0.95
3ème année.....	1.05"

5. L'article XII-A suivant est ajouté:

"XII-A. *Outils*: Les compagnons plombiers et les compagnons plombiers juniors doivent, dans les six (6) mois qui suivent l'obtention de leur licence, fournir un coffre muni d'outils pour le travail de tuyaux allant jusqu'à 2 (deux) pouces."

6° "Le Syndicat catholique national des Plombiers et Électriciens de Saint-Jean" est accepté comme partie co-contractante et son nom est ajouté aux parties de deuxième part.

(Document "A" annexé à l'arrêté)
C. LARICHELIERE,

35270-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

5. Floor Finisher, linoleum, rubber, asphalt or equivalent (sheet and tile):

1st year.....	0.85
2nd year.....	0.95
3rd year.....	1.05"

5. The following section XII-A is added:

"XII-A. *Tools*: Journeymen plumbers and junior journeymen plumbers shall, within the six months following their certification, supply a chest with tools for pipe work up to two inches."

6. "Le Syndicat catholique national des Plombiers et Electriciens de Saint-Jean" is accepted as co-contracting party and its name is added to the parties of the second part."

(Document "A" annexed to the Order)
C. LARICHELIERE,

35270-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 861

Québec, le 23 juillet 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation de certaines modifications au décret numéro 411 du 17 avril 1952, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1295-C et 1295-D du 15 décembre 1952 et 82-A et 251-B des 21 janvier et 5 mars 1953, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, à la suite d'une requête qui lui a été présentée par la Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec, Section de Montréal, le Syndicat National des Électriciens de Montréal, Inc. (C.T.C.C.) et le local 568 de la Fraternité Internationale des Ouvriers en Électricité (F.A.T.);

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 mai 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 411, soit modifié comme suit:

1° La Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec, Section de Montréal, est acceptée comme partie co-contractante de première part.

2° La nouvelle Section "E" (article XXIII-B) suivante s'appliquant exclusivement au métier d'électricien, est ajoutée:

Section "E"

"XXIII-B. *Dispositions spéciales concernant le métier d'électricien*: a) *Jurisdiction professionnelle*: La présente section s'applique à tout travail de construction exécuté et soumis à la Loi concernant les électriciens et les installations électriques, Statuts Refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 861

Quebec, July 23, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments to the decree No. 411 of April 17, 1952, amended by Orders in Council Nos. 1295-C and 1295-D of December 15, 1952 and 82-A and 251-B of January 21 and March 5, 1953, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, following a petition submitted to him by the Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec, Montreal Section, "Le Syndicat national des Electriciens de Montréal, Inc. (C.C.C.L.) and Local 568 of the International Brotherhood of Electrical Workers (A.F. of L.);

WHEREAS the said notice was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 23, 1953;

WHEREAS the objections set forth were duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister.

THAT the said decree, No. 411, be amended as follows:

1. The Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec, Section of Montreal, is accepted as co-contracting party of the first part.

2. The following new Part "E" (section XXIII-B), concerning electricians exclusively, is added

PART "E"

"XXIII-B. *Special provisions concerning the electrical trade*: a) *Professional Jurisdiction*: The present part applies to and is effective in all work executed and governed by the Electricians and Electrical Installations Act (S.R.Q., 1941, chapter 172 and amendments.

Cependant, la présente section ne s'applique pas aux mécaniciens de brûleurs à l'huile régis par l'article XXI du présent décret.

b) *Taux minima de salaires*: Les taux minima de salaires sont les suivants:

	<i>L'heure</i>
Entrepreneur maître-électricien travaillant comme salarié et détenteur de la licence "A", qu'il utilise ses outils ou agit comme contremaître ou remplisse tout autre fonction de surveillance.....	\$2.25
Compagnon-électricien, détenteur de la licence "C".....	1.85
A compter du 1er novembre 1953.....	1.90

Apprentis: Le taux de salaires payables aux apprentis sont fixés suivant le pourcentage du salaire minimum légal payé au compagnon-électricien; ce pourcentage de rémunération est le suivant:

1ère année.....	40%
2ème année.....	50%
3ème année.....	60%
4ème année.....	75%

Tout électricien ou contremaître, ayant 5 compagnons-électriciens et 5 apprentis ou plus, sous sa direction, lorsqu'il s'agit de travaux de construction ou de modernisation, doit bénéficier d'une majoration de \$0.25 pour chaque heure de travail.

c) *Durée régulière du travail*: La durée régulière de travail pour les compagnons et les apprentis électriciens est de huit (8) heures par jour, distribuées entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée hebdomadaire de quarante (40) heures.

d) *Travail supplémentaire*: 1. Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 10.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. le samedi, est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de temps et demi par rapport au taux de salaire minimum établi dans le présent article ou par rapport au taux le salaire effectivement payé lorsque ce dernier est plus élevé.

2. Tout travail exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et après 5.00 p.m. le samedi, est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de temps double par rapport au taux de salaire minimum établi dans le présent article ou par rapport au taux de salaire effectivement payé lorsque ce dernier est plus élevé.

3. Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement un ouvrier qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse de sa foi.

4. Un supplément de \$0.10 l'heure doit être versé aux salariés travaillant durant une période irrégulière de jour.

e) *Travail en dehors des limites de Montréal*: Les limites de Montréal, pour les fins du présent article, sont les points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet ordinaire de tramway ou d'autobus de la Commission de Transport de Montréal.

Les salariés travaillant en dehors des limites de la cité, doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières. Les frais de transport, aller et retour, en dehors des limites de la cité, s'ils dépassent dix cents (\$0.10) par jour sont aux frais de l'employeur.

Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en

However, the present part does not apply to oil-burner-mechanics governed by section XXI of the present decree:

b) *Schedule of wage rates*: The following minimum wage rates shall be payable:

	<i>per hour</i>
Contracting Master Electrician working as an employee and holding licence A whether he uses his tools or acts as foreman or fulfills any other supervisory functions....	\$2.25
Electrician journeyman holding licence C.....	1.85
Starting November 1st 1953.....	1.90

Apprentices: Rates of wages paid to apprentices shall be fixed according to the following percentage of legal minimum wages paid to the electrician journeymen:

1st year.....	40%
2nd year.....	50%
3rd year.....	60%
4th year.....	75%

Every electrician or foreman in charge of five electricians journeymen and five apprentices or more shall be entitled to a surplus of \$0.25 per hour for each working hour for construction work or for alterations.

c) *Regular duration of labor*: Regular duration of labour for electrician journeymen and apprentices shall be eight (8) hours per day between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, the whole to constitute a maximum of forty (40) hours per week:

d) *Overtime work*: 1. Overtime work between 5.00 p.m. and 10.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays and between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Saturdays shall be considered as overtime work and shall be paid at the rate of time and one half on the basis of the minimum wage rate established by this section or on the basis of the wage rate actually paid when the latter is higher.

2. Work performed between 10.00 p.m. and 8.00 a.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays and after 5.00 p.m. on Saturdays shall be considered as overtime work and shall be paid double time rate on the basis of the minimum wage rate established by this section or on the basis of the wage rate actually paid when the latter is higher.

3. No employer shall have the right to punish or the threaten to punish by discharge or suspension, directly or indirectly, a worker absenting himself from work on a religious holiday of his faith.

4. A premium of ten cents (10) an hour shall be paid to all workmen working on any broken day shift.

e) *Operations outside the limits of Montreal*: The limits of Montreal, for the purpose of this section, shall be those extreme places that can be reached with an ordinary streetcar or bus fare of the Montreal Transportation Commission.

Employees working outside the city limits shall get to, and leave the job, at the regular hours. The cost of transportation outside the city limits, to the job and back, shall be paid by the employer if it exceeds ten cents (10) per day. For operations carried out outside the city limits, it is permissible to change the starting and finishing time in order to adapt same to the time of leaving and returning of the

vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que ne s'ensuive pas une semaine de travail de plus de quarante (40) heures.

Les frais de pension et de transport doivent être payés par l'employeur lorsqu'il s'agit de travaux exécutés en dehors des limites de la juridiction territoriale du présent décret.

f) *Apprentis*: 1. Aucun employeur n'a le droit d'avoir plus d'un apprenti pour chaque compagnon-électricien à son emploi, tel que spécifié à l'article 22 de la Loi concernant les Électriciens et les Installations Électriques, Statuts Refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements.

2. Toutefois, sur chaque chantier, l'employeur a droit à un apprenti additionnel de quatrième année pour chaque cinq compagnons-électriciens à son emploi.

3. Pour pratiquer le métier d'électricien, l'apprenti doit avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales, en vertu des dispositions du chapitre 172 des Statuts Refondus de Québec 1941 et amendements.

g) *Vacances payées*: L'article XX du présent décret se rapportant aux vacances payées, s'applique à la présente section.

Notes: Les conditions générales de travail prévues dans le décret principal demeurent en vigueur sauf s'il en est disposé autrement dans la présente section.

3° Le paragraphe "e" de l'article XVI est radié.

4° A l'article XXVII les mots "aux sections "A", "B" et "C" du présent décret" sont remplacés par "aux sections "A", "B", "C", "D" et "E" du présent décret".

(Document "B" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE.

35270-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 861

Québec, le 23 juillet 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district, a présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender le décret numéro 141 du 8 février 1951, amendé par les arrêtés numéros 68-G et 1336-D des 31 janvier et 23 décembre 1952 et 374-A du 26 mars 1953, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 mai 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 141, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "a" et "c" de l'article IX sont remplacés par les suivants:

public transportation providing the change does not entail the working of more than forty (40) hours in one week.

Board and travelling expenses shall be paid by the employer in the case of operations carried outside the limits determined by the territorial jurisdiction of the present decree.

f) *Apprentices* 1. No employer shall have the right to employ more than one apprentice for each electrician journeyman working for him as provided by section 22 of the Electricians' and Electrical Installations Act, R.S.Q., 1941, chapter 172 and amendments.

2. However, the employer shall have the right to employ on each job one additional 4th year apprentice to each five journeymen in his employ.

3. To become an electrician journeyman, the apprentice shall obtain a certificate of apprenticeship issued by the Provincial Government under the Electricians's and Electrical Installations Act, R.S.Q., 1941, chapter 172 and amendments.

g) *Vacation with pay*: Section XX of the present decree concerning vacations with pay apply to the present part.

Note: The general working conditions contained in the main decree continue to apply except in cases covered by the present part."

3. Subsection "e" of section XVI is deleted.

4. In section XXVII, the words "in parts "A", "B" and "C" of the present decree" are replaced by the words "in parts "A", "B", "C", "D" and "E" of the present decree."

(Document "B" annexed to the Order).

C. LARICHELIÈRE.

35270-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 861

Quebec, July 23, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the printing trades in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District has submitted to the Minister of Labour a petition to amend the decree No. 141 of February 8, 1951, amended by Orders in Council Nos 68-G and 1336-D of January 31 and December 23, 1952 and 374-A of March 26, 1953, relating to the printing trades in the region of Quebec;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 23, 1953;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree, number 141, be amended as follows:

1. Subsections "a" and "c" of section IX are replaced by the following:

"a) Tout apprenti commençant l'étude de son métier doit avoir seize (16) ans révolus et ne pas être âgé de plus de vingt-cinq (25) ans. Le Comité paritaire peut toutefois, dans les cas jugés exceptionnels et aux conditions par lui imposées, admettre à l'apprentissage une personne âgée de plus de vingt-cinq (25) ans. La durée de l'apprentissage est déterminée par le bureau des examinateurs et se termine avec l'émission d'une carte de compagnon, après que l'apprenti a obtenu avec succès ses certificats de première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième année, sauf tel que prévu au paragraphe "f" du présent article."

"c) Les heures de travail des apprentis sont les mêmes que celles des compagnons, tant pour l'équipe de nuit que pour l'équipe de jour. Dans aucun cas, l'apprenti ne peut travailler hors la présence d'un compagnon."

2° Les paragraphes "a" et "b" de l'article X sont remplacés par les suivants:

"a) Le nombre maximum d'apprentis alloué à chaque équipe pour chaque département, tant pour le temps régulier que pour le temps supplémentaire, est le suivant:

Pour 1, 2 ou 3 compagnons, (employés régulièrement) ..	1 apprenti
Pour 4, 5 ou 6 compagnons, (employés régulièrement) ..	2 apprentis
Pour 7, 8 ou 9 compagnons, (employés régulièrement) ..	3 apprentis
Pour chaque groupe de (3) compagnons additionnels, (employés régulièrement) ..	1 apprenti."

"b) Les aides n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination du nombre d'apprentis d'un atelier."

(Document "C" annexé à l'arrêté).

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
35270-o C. LARICHELIERE.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 861

Québec, le 23 juillet 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 256 du 5 mars 1953, relatif à l'industrie de la construction dans la région des Trois-Rivières;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 mai 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 256, soit modifié comme suit:

Le deuxième alinéa de l'article XI est remplacé par le suivant:

"Toutefois, les contrats de construction accordés aux entrepreneurs et signés avant la date de l'entrée en vigueur du présent décret, sont

"a) Every apprentice beginning to learn his trade shall be at least sixteenth (16) years old and not more than twenty-five (25) years. However, the Parity Committee may, in exceptional cases and under such conditions as it may deem fit to establish, accept apprentices older than twenty-five (25) years. The duration of apprenticeship is determined by the Board of Examiners and ends with the issue of a journeyman's card after the apprentice has obtained his first, second, third, fourth and fifth year card, except as provided under subsection "f" of this section."

"c) Hours of work of apprentices are the same as those of journeymen for the night and the day shifts. An apprentice shall always work in the presence of a journeyman."

2. Subsections "a" and "b" of section X are replaced by the following:

"a) The maximum number of apprentices allowed in each shift and for each department, for regular hours as well as for overtime, shall be as follows:

For 1, 2 or 3 journeymen (employed regularly)	1 apprentice
For 4, 5 or 6 journeymen (employed regularly)	2 apprentices
For 7, 8 or 9 journeymen (employed regularly)	3 apprentices
For each group of 3 additional journeymen, (employed regularly) ..	1 apprentice."

"b) Helpers shall not be taken into account when determining the number of apprentices of an establishment."

(Document "C" annexed to the Order).

C. LARICHELIERE,
35270-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 861

Quebec, July 23, 1953.

Présent: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the region of Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree Number 256 of March 5, 1953, relating to the construction industry in the region of Trois-Rivières;

WHEREAS the said notice was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 30, 1953;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree, Number 256, be amended as follows:

The second paragraph of section XI is replaced by the following.

"However, construction contracts granted to contractors and signed before the date of coming into force of the present decree are subject to

assujettis aux taux de salaires de l'ancien décret jusqu'à leur complète exécution; cependant, ils sont régis par toutes les autres clauses du présent décret."

(Document "D" annexé à l'arrêté)
C. LARICHELIERE,
35270-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

the wage rates of the former decree until their completion. They are, however, governed by all other provisions of the present decree."

(Document "D" annexed to the Order)
C. LARICHELIERE,
35270-o Acting clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 860

Québec, le 23 juillet 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boulangerie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 1156 du 19 octobre 1950, amendé par les arrêtés numéros 172-C, 1396-A et 1431-F des 15 février, 13 et 20 décembre 1951 et 1226-B du 19 novembre 1952, relatif à l'industrie de la boulangerie dans la région de Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 6 juin 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 1156, soit modifié comme suit:

1° Le taux de \$19.00 établi au paragraphe "a" de l'article VI, pour les apprentis, 1er semestre, est porté à \$19.50.

2° Le taux de \$17.92 établi au paragraphe "b" de l'article VIII pour les salariés de la catégorie I, classe "C", est porté à \$19.50.

3° Les taux de \$17.92 et de \$15.68 établis au paragraphe "c" de l'article VIII pour les salariés de la catégorie II, classe "B" et "C", sont portés à \$19.50.

4° Le taux de \$17.92 établi au paragraphe "d" de l'article VIII pour les salariés de la catégorie III, classe "C", est porté à \$19.50.

5° L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. Salaires minima dans le département de la livraison:

	par semaine
Vendeur ne fournissant que son temps	\$29.00
Aide-vendeur	25.00
Livreur	29.00
Camionneur	34.00

Tout vendeur ou aide-vendeur n'est responsable que du crédit qu'il a alloué à son client, après défense formelle et par écrit de son employeur."

6° Le paragraphe "a" de l'article X est remplacé par le suivant:

"X. Préposés à l'entretien: a) Les employés préposés à l'entretien tels que gardiens, hommes de cour, hommes d'écurie, ouvriers d'ouvrage général, etc., doivent recevoir un minimum de salaire de \$28.00 par semaine et leurs aides, un minimum de \$19.50 pour une semaine n'excédant pas cinquante-quatre (54) heures de travail."

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 860

Quebec, July 23, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the baking industry in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of the following amendments to the decree No. 1156 of October 19, 1950, as amended by Orders in Council Nos 172-C, 1396-A and 1431-F of February 15, December 13 and 20, 1951 and 1226-B of November 19, 1952, relating to the baking industry in the region of Quebec;

WHEREAS the said notice was published in the Quebec Official Gazette, issue of June 6, 1953;

WHEREAS no objection was raised against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree, No. 1156, be amended as follows:

1. The rate of \$19.00 determined in subsection "a" of section VI for apprentices, first six months, is increased to \$19.50.

2. The rate of \$17.92 determined in subsection "b" of section VIII for employees of category I, class "C", is increased to \$19.50.

3. The rates of \$17.92 and \$15.68 determined in subsection "c" of section VIII for employees of category II, classes "B" and "C", are increased to \$19.50.

4. The rate of \$17.92 determined in subsection "d" of section VIII for employees of category III, class "C", is increased to \$19.50.

5. Section IX is replaced by the following:

"IX. Minimum wages in the delivery department:

	per week
Salesman giving his time only	\$29.00
Salesman's helper	25.00
Delivery man	29.00
Truck driver	34.00

Every salesman or salesman's helper is responsible only for credit allowed to a customer after formal interdiction, in writing, by his employer."

6. Subsection "a" of section X is replaced by the following:

"X. Maintenance employees: a) Maintenance employees, such as watchmen, yardmen, stable men, general workers, etc., shall receive a minimum of \$28.00 per week, and their helpers shall receive a minimum of \$19.50 for a work week not exceeding fifty-four (54) hours."

7° Le Syndicat dont le nom suit, est accepté comme partie co-contractante de deuxième part: "Le Syndicat des Industries de la Pâtisserie et Biscuiterie Inc."

(Document "A" annexé à l'arrêté).
Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
35270-o C. LARICHELIERE.

7° "Le Syndicat des Industries de la Pâtisserie et Biscuiterie Inc.", is accepted as co-contracting party of the second part.

(Document "A" annexed to the Order).
C. LARICHELIERE,
35270-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 860

Québec, le 23 juillet 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 30 juin 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1390-C du 21 octobre 1948, 883-A et 1197-B des 11 août et 27 octobre 1949, 1094-A du 4 octobre 1950, 93-D et 894-D des 25 janvier et 14 août 1951, 139-B et 503-B des 27 février et 7 mai 1952 et 448-A du 16 avril 1953, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 juin 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

Que ledit décret, numéro 973, soit modifié comme suit:

La classification suivante est ajoutée avant l'item "Camionneur" apparaissant au paragraphe "a" de l'article IV:

	Zones	
	I	II
"Ouvrière de production:		
du 1er au 3ème mois	\$0.45	\$0.40
du 3ème au 6ème mois	0.51	0.46
à compter du 6ème mois	0.57	0.52

(Document "B" annexé à l'arrêté)
C. LARICHELIERE,
35270-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 860

Québec, le 23 juillet 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amen-

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 860

Quebec, July 23, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the metal trades in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 973 of June 30, 1948, and amended by Orders Nos. 1390-C of October 21, 1948, 883-A and 1197-B of August 11, and October 27, 1949, 1094-A of October 4, 1950, 93-D and 894-D of January 25 and August 14, 1951, 139-B and 503-B of February 27 and May 7, 1952 and 448-A of April 16, 1953, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 6, 1953;

WHEREAS no objection was made against its approval;

IT IS ORDERED, therefor, on the recommendation of the Honourable Prime Minister.

THAT the said decree, number 973, be amended as follows:

The following classification is added before item "Truck driver" mentioned in subsection "a" of section IV:

	Zones	
	I	II
"Production worker (female):		
from 1st to 3rd month	\$0-45	\$0-40
from 3rd to 6th month	0.51	0.46
thereafter	0.57	0.52

(Document "B" annexed to the Order)
C. LARICHELIERE,
35270-o Acting clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 860

Quebec, July 23, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the

dements), le Comité conjoint de l'Industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, a présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier le décret numéro 513 du 30 avril 1953, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 juin 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 513, soit modifié comme suit:

A l'article III, le paragraphe "g" est remplacé par le suivant:

"g) *Horloges enregistrées*: Tout employeur doit installer et garder dans son établissement une horloge enregistrée au moyen de laquelle on pourra tenir compte des heures de travail de tous les salariés."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIERE,

35270-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a petition to amend the decree Number 513 of April 30, 1953, relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Québec;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 6, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister.

THAT the said decree, Number 513, be amended as follows:

In section III, subsection "g" is replaced by the following:

"g) *Time Clock*: Every employer shall install and maintain in his factory a punch clock on which all employees shall record all their working hours."

(Document "C" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,

35270-o Acting clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 335198. Dame Géralda Dansereau, ménagère, épouse commune en biens de Jean Paul Doyon, domiciliée au N° 6573 de la rue Fabre, en les cité et district de Montréal, demanderesse vs Jean Paul Doyon, vendeur, domicilié au No. 6573 de la rue Fabre, en les cité et district de Montréal, défendeur.

AVIS D'ACTION EN SÉPARATION DE BIENS

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22 juin 1953.

Montréal, le 22 juin 1953.

Le Procureur de la demanderesse,

35271-o YVON PERRAS

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, N° 10984. Dame Armandine Beaulieu, demanderesse vs Lucien Neveu, défendeur.

Dame Armandine Beaulieu épouse de Lucien Neveu journalier de St-Ignace du Lac dans le district de Joliette a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Joliette le 27 juillet 1953.

Les Avocats et procureurs de la demanderesse,
35274-o DUGAS, DUGAS & DUGAS.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 335198. Dame Géralda Dansereau, housekeeper and wife of Jean Paul Doyon, domiciled at 6573 Fabre Street, in the City and District of Montreal, plaintiff vs Jean Paul Doyon, vendor, of the City and District of Montreal, domiciled at 6573 Fabre Street, defendant.

NOTICE OF SEPARATION AS TO PROPERTY

An action for separation as to property has been instituted in this case on June 22nd, 1953.

Montreal, June 22nd, 1953.

YVON PERRAS,

35271-o Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 10984. Dame Armandine Beaulieu, plaintiff, vs Lucien Neveu, defendant.

Dame Armandine Beaulieu, wife of Lucien Neveu, labourer of St-Ignace du Lac in the district of Joliette, has instituted an action against her husband for separation as to property.

Joliette, July 27, 1953.

DUGAS, DUGAS & DUGAS,
35274 Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Témiscamingue, Cour Supérieure, N° 564. Dame Léona Dagenais, épouse commune en biens de Léon Labelle, de St-Isidore de Laverlochère, district de Témiscamingue, demanderesse, vs Léon Labelle, menuisier de St-Isidore de Laverlochère, district susdit, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause en avril 1953.

Ville-Marie, ce 30 juin 1953.

Le Procureur de la demanderesse,

35280-o DONAT GOULET.

Canada, Province of Quebec, District of Temiscamingue, Superior Court, No. 564. Dame Léona Dagenais, wife common as to property of Léon Labelle of St-Isidore of Laverlochère, district of Temiscamingue, plaintiff. vs Leon Labelle, carpenter of St-Isidore of Laverlochère, district aforesaid, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been instituted in this case in April 1953.

Ville-Marie, June 30th, 1953.

DONAT GOULET,

35280-o Attorney for plaintiff.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative de Construction de Mistassini", en date du 10 juillet 1953, dont le siège social est situé à Mistassini, dans le comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétariat de la Province, le 14 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35261-o JEAN BRUCHÉSI.

COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

AVIS DE SUSPENSION

Par décision du conseil de discipline en date du 2 juillet 1953, le Docteur J. Félix Roy, domicilié au N° 1351 rue Maguire, Québec, a été suspendu de l'exercice de la profession de médecin et chirurgien pour un an à compter de la date de la publication du présent avis.

Le Régistrateur du Collège des Médecins,
et Chirurgiens de la Province de Québec,
35262-o (Signé) JEAN PAQUIN, M.D.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le sept juillet 1953, le changement de nom du syndicat professionnel "L'Organisation des Plombiers, Chauffage et Ferblantiers Indépendants de Sherbrooke", dont la formation a été autorisée le 27 mars 1946, et dont le siège social est situé à Sherbrooke, en celui de "Organisation des Plombiers-Poseurs d'Appareils de Chauffage et Ferblantiers de Sherbrooke", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 8 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35268-o JEAN BRUCHÉSI

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 24 juillet 1953, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois de St-Pacôme Inc.", dont la formation a été autorisée le 5 août 1942 et le siège social, fixé à Saint-Pacôme, dans le comté de Kamouraska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 27 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
35273-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative de Construction de Mistassini" under date the 10th day of July 1953 whereof the head office is at Mistassini, in the county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1953.

JEAN BRUCHÉSI.
35261 Under Secretary of the Province.

COLLEGE OF PHYSICIANS AND SURGEONS
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

NOTICE OF SUSPENSION

By a decision of the Council on Discipline, dated July 2, 1953, Doctor J. Félix Roy, domiciled at 1351 Maguire Street, Quebec, has been suspended from the practice of the profession of physician and surgeon for one year, as from the date of the publication of this notice.

(Signed) JEAN PAQUIN, M.D.,
35262 Registrar, College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on July seventh 1953, authorized the changing of the name of the professional syndicate "L'Organisation des Plombiers, Chauffage et Ferblantiers Indépendants de Sherbrooke", the formation of which was authorized March 27, 1946 and whose head-office is situated at Sherbrooke, to that of "Organisation des Plombiers-Poseurs d'Appareils de Chauffage et Ferblantiers de Sherbrooke", and such pursuant to the provisions of Section 7 and the following of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, Chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 8, 1953.

JEAN BRUCHÉSI.
35268 Under Secretary of the Province,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that, pursuant to the provisions of Section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, Chapter 162, as added thereto by Act 11 George VI, Chapter 52, Section 5, the Honourable the Provincial Secretary enacted, on July 24, 1953, the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois de St-Pacôme, Inc.", the formation of which had been authorized on August 5, 1942, with head office fixed at Saint-Pacôme, in the county of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 27th, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35273 Under Secretary of the Province.

(P. G. 4565-49)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé en date du 21 juillet 1953 le règlement N° 1 et le règlement spécial numéro 2 de "Zeta Beta Tau Fraternity Inc.", tels qu'adoptés le 4 février 1952 et le 20 avril 1953 respectivement, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 23ième jour de juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35272 JEAN BRUCHÉSI.

(A. G. 4565-49)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Law No.1 and Special By-Law Number 2 of "Zeta Beta Tau Fraternity Inc.", as adopted respectively on February 4th, 1952 and April 20th, 1953, were approved on July 21st, 1953, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary this 23rd day of July, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35272-o Under Secretary of the Province.

(P. G. 8291-53).

PALMERS LIMITED

Règlement N° 49

Etant un règlement changeant le nombre des directeurs de la compagnie de sept (7) à cinq (5).

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Palmer's Limited" (ici nommée la "compagnie") ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, changé de sept (7) à cinq (5) de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq (5) directeurs.

2° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement.

Certifié vraie copie du règlement N° 49 des règlements de "Palmer's Limited" dûment décrétée à une assemblée des directeurs de "Palmer's Limited" tenue le 8ième jour de juillet 1953, et approuvé, ratifié, confirmé et sanctionné à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 8ième jour de juillet 1953, par le vote unanime de tous les actionnaires présents en personne ou par procuration à cette assemblée.

Le Secrétaire,
35275 GEORGE M. HUSBAND.

(A. G. 8291-53)

PALMERS LIMITED

By-Law No. 49

Being a By-law changing the number of Directors of the Company from seven (7) to five (5).

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of Palmers Limited (herein called the "Company", as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby changed from seven (7) to five (5) so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of five (5) Directors.

2. All prior By-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law.

Certified a true copy of By-law N° 49 of the By-laws of Palmers Limited, duly enacted at a Meeting of Directors of Palmers Limited held on the 8th day of July, 1953, and approved, ratified, confirmed and sanctioned at a Special general meeting of the shareholders of the Company held on the 8 day of July, 1953, by the unanimous vote of all the shareholders present in person or by proxy at such meeting.

GEORGE M. HUSBAND,
35275-o Secretary.

(P. G. 2413-47)

T. B. LITTLE PAPERS LIMITED

Règlement numéro XXIV

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "T. B. Little Papers Limited" (ici nommée la "compagnie") ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre de manière que le bureau de direction soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement.

Certifié vraie copie du règlement numéro XXIV passé à une assemblée des directeurs de "T. B. Little Papers Limited" à Montréal, le 22 juin 1953, et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le même jour.

Le Secrétaire,
35277 (Signé) G. B. EDGAR.

(A. G. 2413-47)

T. B. LITTLE PAPERS LIMITED

By-Law Number XXIV

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of T. B. Little Papers Limited (herein called the "Company") as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from three to four so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of four Directors.

2. Two Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior By-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law.

Certified true copy of By-law Number XXIV passed at a meeting of the Directors of T. B. Little Papers Limited at Montreal on June 22nd, 1953, and unanimously confirmed by a special general meeting of shareholders held on the same day.

(Signed) G. B. EDGAR,
35277-o Secretary.

(P. G. 10521-52)

REDIFFUSION INC.

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Rediffusion Inc." tenue à 6301 avenue Park, Montréal, Québec, le 14ième jour de juillet 1953, à 2 heures de l'après-midi.

Règlement "C"

(augmentant le nombre des directeurs de six à sept)

1) Que l'article 1 du règlement trois des règlements de la compagnie soit amendé pour se lire comme suit:

Article 1 Bureau de direction
Le bureau de direction de la compagnie sera composé de sept directeurs.

Certifié copie conforme et exacte d'un règlement décrété par les directeurs de "Rediffusion Inc." à une assemblée tenue le 14ième jour de juillet 1953, à 2 heures de l'après-midi, et approuvé par un vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents ou par procuration à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 14ième jour de juillet 1953, à 3 heures de l'après-midi, dans le but de sanctionner et confirmer la décision des directeurs.

(Secau)

Le Directeur.
MAURICE D'HONT.
Le Secrétaire-trésorier,
D. W. DOBBY.

35276

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Windsor Shoe & Slipper Employees' Association — L'Association d'Employés de Windsor Shoe & Slipper", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-trois juillet 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

35278-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative du Téléphone de St-Adalbert", en date du 19 juillet 1953, dont le siège social est situé à Saint-Adalbert, dans le comté de L'Islet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

35281-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coop. de l'U.C.C. de Normandin", en date du 8 juillet 1953, dont le siège social est situé à Normandin, dans le comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

(A. G. 10521-52)

REDIFFUSION INC.

Extract from the Minutes of a Meeting of the Directors of Rediffusion Inc., held at 6301 Park Avenue, Montreal, Quebec, on the 14th day of July, 1953, at 2.00 o'clock in the afternoon.

By-Law "C"

(increasing the number of Directors from six to seven)

1) That Article 1 of By-Law Three of the By-Laws of the Company be amended to read as follows:

Article 1 Board of Directors
The Board of directors of the Company shall consist of seven directors.

Certified a true and correct copy of a By-Law enacted by the Directors of Rediffusion Inc. at a Meeting held on the 14th day of July, 1953, at 2.00 o'clock in the afternoon, and approved by a vote of at least two-thirds in value of the shareholders represented by the shareholders present or by proxy at a Special General Meeting of the Shareholders held on the 14th of July, 1953, at 3.00 o'clock in the afternoon, for the purpose of sanctioning and confirming the action of the Directors.

MAURICE D'HONT,
Director.
L. W. DOBBY.
Secretary-Treasurer.

35276-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Windsor Shoe & Slipper Employees' Association — L'Association d'Employés de Windsor Shoe & Slipper" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July twenty-third, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, in the judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

35278

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative du Téléphone de St-Adalbert" under date the nineteenth day of July 1953, whereof the head office is at Saint-Adalbert, in the county of L'Islet, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of July 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

35281

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coop. de l'U.C.C. de Normandin", under date the 8th day of July 1953 whereof the head office is at Normandin, in the county of Roberval and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 15 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35285-o JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 14244-53)

FÉDÉRATION DES OEUVRES DE CHARITÉ
CANADIENNES-FRANÇAISES, INC.

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale et annuelle des membres, tenue le 9 juin 1953, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de vingt-cinq à trente:

"Partie I — Conseil d'administration — Nombre des directeurs — 1. Les affaires de la Corporation sont administrées par un Conseil d'administration composé de trente directeurs choisis annuellement parmi les membres."

Certifié conforme, Montréal, le 16 juin 1953.

Le Secrétaire adjoint,
35286-o ROLAND RICHER.

NEW JERSEY ZINC EXPLORATIONS LIMITED

Règlement n° 3

ATTENDU que la compagnie "New Jersey Zinc Explorations Limited" a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires et n'a pas de dettes ou obligations qui n'ont pas été pourvues ou protégées; et

ATTENDU qu'il est jugé nécessaire de distribuer l'actif de la compagnie entre ses actionnaires; et

ATTENDU qu'il est jugé nécessaire que M. Gilles de Billy de Québec, P.Q., soit nommé procureur de la compagnie dans le but de signer les papiers ou documents nécessaires au transfert des biens et de l'actif de la compagnie à ses actionnaires;

En conséquence, qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 3 de la compagnie que l'actif de la compagnie soit distribué entre ses actionnaires et que M. Gilles de Billy, de Québec, P.Q., soit et il est, par les présentes, nommé procureur de la compagnie dans le but de signer les papiers ou documents nécessaires au transfert des biens et de l'actif de la compagnie à ses actionnaires.

Copie d'un règlement adopté par les directeurs de la compagnie en date du 29 juillet 1953 et confirmé par les actionnaires de la compagnie à la même date.

Daté à Québec, ce 29ième jour de juillet 1953.
(Seau) L'Assistant-Secrétaire,
35295-o GILLES de BILLY.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 15th day of July, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35285 Under Secretary of the Province.

(A.G. 14244-53)

FÉDÉRATION DES OEUVRES DE CHARITÉ
CANADIENNES-FRANÇAISES, INC.

Extract from the by-laws of the abovementioned corporation, as adopted at a special annual general meeting of its members, held on June 9, 1953, concerning the increasing of the number of directors from twenty-five to thirty:

"Part I — Board of Directors — Number of Directors — 1. The affairs of the Corporation are managed by a Board of Directors composed of thirty directors chosen among its members annually."

Certified true copy, Montreal, June 16, 1953.

ROLAND RICHER,
35286 Assistant Secretary.

NEW JERSEY ZINC EXPLORATIONS LIMITED

By-Law No. 3

WHEREAS, "New Jersey Zinc Explorations Limited" has ceased to carry on business, except for the purpose of winding up its affairs, and has no debts or obligations that have not been provided for or protected; and

WHEREAS, it is deemed expedient to distribute the assets of the Company among its Shareholders and

WHEREAS, it is deemed expedient that Mr. Gilles de Billy of Québec, P.Q., be appointed Attorney of the Company for the purpose of signing papers or documents necessary to transfer property and assets of the Company to its Shareholders;

Now, therefore, be it enacted, and it is hereby enacted as By-Law No. 3 of the Company, that the assets of the Company be distributed among its Shareholders and that Mr. Gilles de Billy of Québec, P.Q., be and he is hereby, appointed Attorney of the Company for the purpose of signing papers or documents necessary to transfer property and assets of the Company to its Shareholders.

Copy of a by-law enacted by the directors of the Company on July 29th, 1953 and confirmed by the Shareholders of the Company on the same date.

Dated at Québec, this 29th day of July 1953.
(Seal) GILLES de BILLY,
35295-o Assistant-Secretary.

Chartes — Abandon de

AVIS DE L'INTENTION D'ABANDONNER SA CHARTE

Avis est donné que "La Cie d'Expansion Industrielle de Windsor" constituée en corporation par lettres patentes de Québec, datées du 13 novembre 1945, et ayant son siège social dans la ville de Windsor Mills, cté Richmond, s'adressera au procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Windsor Mills, ce 22ième jour de juillet 1953.

Le Procureur de la compagnie,
35263-o PAUL-ANDRÉ ADAM N.P.

Charters — Surrender of

NOTICE OF INTENTION TO SURRENDER CHARTER

Notice is hereby given that "La Cie d'Expansion Industrielle de Windsor" incorporated by Quebec letters patent dated November 13, 1945, and having its head office in the town of Windsor Mills, Co. Richmond, will apply to the attorney general of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Windsor Mills, the 22nd day of July, 1953.

PAUL-ANDRÉ ADAM, N.P.,
35263-o Attorney for the company.

AVIS

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Wilshire Textiles Incorporated" demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 23 juillet 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
35266 SAMUEL HERSCOVITCH.

TOR AMERICAN OILS LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné que "Tor American Oils Limited" (Libre de responsabilité personnelle) corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, ayant son principal bureau d'affaires à la chambre 415, 1410 rue Stanley en la cité de Montréal, s'adressera à l'honorable Procureur-Général de la Province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte, suivant les prescriptions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 27ième jour de juillet, 1953.

Les Procureurs de la requérante,
BUMBRAV, CARROLL & CARDINAL,
132, rue St-Jacques, ouest, Montréal, P.Q.
35279

AVIS DE REQUETE D'ABANDON DE CHART

Avis est par les présentes donne que "Friedlander Inc.", ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses Lettres Patentes, a partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 28 juillet 1953.

Les Procureurs de la Requérente,
STEIN & STEIN.
Ch. 1075, 1435 St-Alexandre,
Montréal, Qué. 35282-o

Compagnie autorisée à faire
des affaires

(Sec. P. 2177-53)

Avis est donné que la corporation "Prince Albert Turf and Driving Club, Limited" a été autorisée à exercer ses affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

Le bureau principal de la corporation dans la Province sera établi à 190 rue Principale, en les cité et district judiciaire de Hull.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, est M. R. Miller Wallace, c.r., de ladite cité de Hull.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 29ième jour de juillet, 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35259 JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Companies' Act, "Wilshire Textiles Incorporated" will make application for leave to surrender its Charter.

Montreal, July 23rd, 1953.

35266-o SAMUEL HERSCOVITCH,
Secretary-Treasurer.

TOR AMERICAN OILS LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Tor American Oils Limited" (No Personal Liability), a corporation constituted under the Quebec Mining Companies' Act and having its Head Office at Room 415, 1410 Stanley Street, in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 27th day of July, 1953.

BUMBRAV, CARROLL & CARDINAL,
Attorneys for the Petitioner,
132 St. James Street, West Montreal, P.Q.
35279-o

NOTICE OF APPLICATION FOR LEAVE TO
SURRENDER CHARTER

Notice is hereby given that "Friedlander Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Honourable Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 28th of July, 1953.

STEIN & STEIN,
Attorneys for petitioner.
Suite 1075-1435 St. Alexander St.,
Montreal, Que. 35282-o

Company Licensed to do
Business

(P. Sec. 2177-53)

Notice is hereby given that "Prince Albert Turf and Driving Club, Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The principal office of the Corporation in the Province is to be established at 190 Main Street, in the City and judicial district of Hull.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. R. Miller Wallace, Q.C., of the said City of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of July, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35259-o Under-Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

(P.G. 8305-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Alphonse Deveau Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 juillet 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(A.G. 8305-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Alphonse Deveau Limitée" incorporated by letters patent, dated the twelfth day of July 1945.

Notice is hereby given that from and after the fifteenth day of July 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(P.G. 6098-53)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la corporation "Canadian Pulp and Paper Research Corporation", constituée en corporation en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi par lettres patentes en date du 4 mars 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1953, ladite corporation a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(A.G. 6098-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of "Canadian Pulp and Paper Research Corporation", incorporated under the provisions of Part III of the said Act, by letters patent dated the 4th day of March, 1927.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1953, the said Corporation has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(P.G. 6053-53)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Chiriotto Farm Inn Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 mai 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(A.G. 6053-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Chiriotto Farm Inn Inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of May, 1945.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(P.G. 2433-52)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Duroc Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 mars 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(A.G. 2433-52)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Duroc Ltd.", incorporated by letters patent dated March 27, 1933.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of July, 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(P.G. 8306-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Duroc Realities Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 janvier 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P.G. 6805-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Duval Motors (Sorel) Limited — Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 avril 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P.G. 9724-53)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "D. W. Ogilvie & Co. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 juin 1906.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P.G. 3983-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Laurentide Laces Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 octobre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P.G. 12586-53)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par

(A.G. 8306-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Duroc Realities Ltd.", incorporated by letters patent dated the twenty-sixth day of January 1953.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of July 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A.G. 6805-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Duval Motors (Sorel) Limited — Limitée" incorporated by letters patent the 11th day of April 1949

Notice is also hereby given that from and after July 15, 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A.G. 9724-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "D. W. Ogilvie & Co. Inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of June, 1906.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(A.G. 3983-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Laurentide Laces Inc." incorporated by letters patent, dated the fourteenth day of October 1947.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of July 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A.G. 12586-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said

l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mayfair Enterprises Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juin 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P.G. 4404-53)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal Property Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 novembre 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P.G. 9113-58)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, R.S.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Paris Style Leather Goods Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 février 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DÉSILETS.

(P.G. 9834-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Publicité Franco-Canada, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 novembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259-o L. DÉSILETS.

(P.G. 6054-53)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "West Destor Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corpo-

Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mayfair Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of June, 1946.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(A.G. 4404-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Montreal Property Corporation", incorporated by letters patent dated the 7th day of November, 1929.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(A.G. 9113-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Paris Style Leather Goods Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of February, 1953.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

(A.G. 9834-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Publicité Franco-Canada, Limitée" incorporated by letters patent on November 14, 1944.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of July, 1953 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35259 Deputy Attorney General.

(A.G. 6054-53)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and of Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the latter Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "West Destor Gold Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the

ration en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 2 mai 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35259 L. DESILETS.

provisions of the Quebec Minings Companies' Act, by letters patent dated the 2nd day of May, 1945.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of July, 1953.

L. DESILETS,
35259-o Deputy Attorney General.

Curatelle publique

Canada, Province de Québec

District de Saint-Hyacinthe

Succession vacante de Jean-Baptiste Auger
En son vivant de Saint-Louis de Bonsecours (Richelieu), et de Saint-Hyacinthe.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 27 juin 1953 par un juge de la cour supérieure siégeant à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, qu'il est, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI c. 62), curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra à l'adresse ci-dessous le paiement de toutes dettes envers la succession et la preuve de toutes les réclamations exigibles contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,

187, rue Ste-Catherine (Ouest), Montréal 18.
35264-o

Canada, Province de Québec

District de Richelieu

Succession vacante de Marie Hébert, épouse de Jean-Baptiste Auger.

En son vivant de Saint-Louis de Bonsecours (Richelieu).

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 26 juin 1953 par un juge de la cour supérieure siégeant à Sorel, dans le district de Richelieu, qu'il est, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI c. 62), curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra à l'adresse ci-dessous le paiement de toutes dettes envers la succession et la preuve de toutes les réclamations exigibles contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,

187, rue Ste-Catherine (Ouest), Montréal 18.
35267

Public Curatorship

Canada, Province of Quebec

(District of Saint-Hyacinthe)

Vacant estate of Jean-Baptiste Auger.
In his lifetime of Saint-Louis de Bonsecours (Richelieu), and of Saint-Hyacinthe.

The undersigned gives notice that his estate has been declared vacant by virtue of a judgment rendered June 27, 1953 by a Judge of the Superior Court sitting at Saint-Hyacinthe, in the district of Saint-Hyacinthe, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI C. 62), Curator ex officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, payment of all debts owing to the said estate and the proof of all claim against it.

PUBLIC CURATOR,

187, Saint Catherine (West) Montreal, 18.
35264

Canada, Province of Quebec

District of Richelieu

Vacant estate of Marie Hébert, wife of Jean-Baptiste Auger.

In his lifetime of Saint-Louis de Bonsecours (Richelieu).

The undersigned gives notice that this estate has been declared vacant by virtue of a judgment rendered on June 26, 1953, by a Judge of the Superior Court sitting at Sorel, in the district of Richelieu, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI c. 62), curator ex officio to this estate, and that he will receive at the address hereinbelow the payment of all debts owing to this estate and the proof of all claims against it.

THE PUBLIC CURATOR,

187 Ste-Catherine Street (West), Montréal 18.
35267

Département des Affaires municipale

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux à qui les présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

ATTENDU que, depuis trois ou quatre ans, se poursuivent, avec grand succès, dans le canton

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING:

WHEREAS during the past three or four years, very considerable mining developments have

Holland, en Gaspésie, des développements miniers très considérables, lesquels profiteront largement à Notre province, en général, et à la Gaspésie, en particulier;

ATTENDU qu'il est conforme à la politique et aux réalisations de Notre gouvernement de faciliter les développements miniers dans Notre province, et de coopérer à la mise en valeur de ses ressources minières;

ATTENDU que, par l'arrêté en conseil No. 597, en date du 21 mai 1952, les droits de surface du bloc 9 du canton Holland, ayant une étendue de 368.1 acres, ont été cédés par lettres patentes à Gaspé Copper Mines Limited, aux conditions y mentionnées, et cela, pour activer et favoriser les développements miniers en Gaspésie et assurer le bien-être et la prospérité de sa population;

ATTENDU que les dispositions de la Loi organisant les villes minières, (1-2 Elizabeth II, chapitre 24), autorisant le Lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il le juge utile au développement d'un centre minier, à ériger, par lettres patentes, en municipalité de ville, tout territoire qu'il désigne, pourvu qu'il n'exécède pas une superficie de vingt-cinq (25) milles carrés;

ATTENDU qu'il est opportun d'appliquer les dispositions de ladite loi, et d'organiser une ville minière, capable de contribuer avantageusement au grand essor économique occasionné par les immenses développements miniers de laite Gaspé Copper Mines Limited.

A CES CAUSES, SACHEZ QUE, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le No. 808, en date du 8 juillet 1953, et conformément aux dispositions de la Loi organisant les villes minières (1-2 Elizabeth II, chapitre 24), Nous décrétons, à compter du 15 juillet 1953, l'érection en municipalité de ville, sous le nom de Murdochville, du territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Holland et compris dans les limites suivantes, à savoir: partant du poteau marqué VI milles, sur la ligne séparative des cantons de Holland et de Lefrançois; de là, une ligne dans la direction sud astronomique jusqu'à son intersection avec la ligne projetée entre les rangs IV et V du canton de Holland; cette dernière ligne dans la direction est jusqu'au poteau de la ligne centrale entre les rangs IV et V; ladite ligne centrale sur toute la profondeur du rang V; la ligne projetée entre les rangs V et VI jusqu'à la ligne séparative des cantons de Holland et de Bonnecamp; cette dernière ligne vers le nord et une ligne brisée séparant le canton de Holland du canton de Larivière et enfin ladite ligne séparative des cantons de Holland et de Lefrançois jusqu'au point de départ.

EN FOI DE QUOI, Nous émettons les présentes lettres patentes sous le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour de juillet en l'année mil neuf cent cinquante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI

35293-0

been carried on with great success in the township of Holland, in Gaspesia, which developments shall be of huge benefit to Our Province in general, and to Gaspesia, in particular:

WHEREAS it is in conformity with the policy and the realizations of Our Government to facilitate mining developments in Our Province, and to cooperate with the development of its mining resources:

WHEREAS by Order in Council No. 597, bearing date May 21, 1952, the surface rights of block No. 9 of Holland Township, having an area of 358.1 acres, have been ceded by letters patent to Gaspé Copper Mines Limited, on the conditions therein mentioned, and such so as to activate and favor mining developments in Gaspesia and assure the welfare and the prosperity of its population;

WHEREAS the provisions of the Act organizing mining towns, (1-2 Elizabeth II, chapter 24), authorizes the Lieutenant-Governor in Council, whenever he deems it advisable for the development of a mining center, to erect, by letters patent, into a town municipality, any territory which he designates, providing it does not exceed a superficial area of twenty-five (25) square miles;

WHEREAS it is expedient to apply the provisions of the said Act, and to organize a mining town capable of contributing to the best advantage towards the economical progress afforded by the immense mining developments of the said Gaspé Copper Mines Limited.

THEREFORE, know ye that with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order bearing No. 808, dated July 8, 1953, and pursuant to the provisions of the Act organizing mining towns (1-2 Elizabeth II, chapter 24), We hereby declare from and after July 15, 1953, the erection into a town municipality under the name of Murdochville, the following territory to wit:

A territory situate in the township of Holland and comprised within the following limits, to wit: starting from the post marked VI miles, on the division line of the townships of Holland and Lefrançois; thence, a line in an astronomical southerly direction as far as its intersection with the line projected between ranges IV and V of the township of Holland; this last line on the easterly direction as far as the post of the central line between ranges IV and V; the said central line upon the entire depth of range V; the line projected between ranges V and VI as far as the division line of the townships of Holland and Bonnecamp; this latter line towards the north and a broken line separating the township of Holland from the township of Larivière and finally the said line of the township of Holland and Lefrançois to the starting point.

IN TESTIMONY WHEREOF, We issue these present letters patent under the Great Seal of Our Province of Quebec:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of July, in the year nineteen hundred and fifty-three, of the year of our Lord and second year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

35293

Avis de l'émission des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de

Notice of the issuance of letters patent hereinabove is given in conformity with the provisions

l'article 3 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 24.

Le Ministre des Affaires municipales,
YVES PRÉVOST.

N.B.— La présente publication desdites lettres patentes remplace et annule celle faite dans la *Gazette Officielle de Québec*, en date du 28 juillet 1953, pages 2287 et 2288.

of section 3 of the Act 1-2 Elizabeth II, chapter 24.

YVES PRÉVOST,
Minister of Municipal Affairs.

N.B.— The present publication of the said letters patent replaces and annuls the publication given in the *Quebec Official Gazette*, dated July 18, 1953, pages 2287 and 2288.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du village incorporé de la Côte des Neiges (Cité de Montréal). Division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que lots 53-49, 54-85, 54-19 à 54-22, partie du lot 54-1 (rue), partie restante du lot 54-18, partie des lots 53 et 54 sont annulés et remplacés par le lot 174 en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil. Québec, le 15 juillet 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

35260-o

NOTICE

Official cadastre of the incorporated village of Côte des Neiges (City of Montreal). Registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 53-49, 54-85, 54-19 to 54-22, part of lot 54-1 (street), the remaining part of lot 54-18, part of lots 53 and 54 are cancelled and replaced by lot 174 in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code. Québec, July 15, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

35260-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste. Division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 571 et 572 sont ajoutés en vertu de l'article 7 chap. 320 des Statuts Refondus de la Province de Québec 1941.

Québec, le 16 juillet 1953.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

35260-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Saint-Jean-Baptiste Registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 571 and 572 have been added in virtue of Article 7 chap. 320 of the Revised Statutes of the Province of Québec 1941.

Québec, July 16, 1953.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

35260-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de Saint François, établi en exécution du décret numéro 255 du 5 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil, numéro 861 du 23 juillet 1953, (Section "F"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 1er mars 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 255 doivent verser au comité

NOTICE OF LEVY

The Honourable Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis district, formed under decree No. 255 of March 5, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 861 of July 23, 1953, (Part "F"), in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to March 1st, 1954; this levy is applied as follows:

a) Professional employers governed by the said decree, No. 255, shall pay to the Parity

paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 255 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen de \$36.00 par semaine, fixé par ledit comité.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 255 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de St-François, pour la période comprise entre le 20 juin 1953 et le 1er mars 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DU DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS
Siège social: Sherbrooke P. Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 20 juin 1953 et le 1er mars 1954.

Recettes:
Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$250.00
Artisans	1,150.00
Salariés	250.00
Horaires d'examens	100.00
Recettes diverses	50.00
	\$1,800.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	\$1,300.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs	100.00
Loyer du bureau	120.00
Frais légaux	55.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphones et télégrammes	100.00
Vérification des livres	40.00
Assurances et frais de cautionnement	7.00
Taxes d'affaires et autres.....	6.00
Bureau d'examineurs	30.00

Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree (fixed wages, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

b) Artisans governed by the said decree, No. 255, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wage rate of \$36.00 per week, fixed by the Committee.

c) Employees governed by the said decree No. 255, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Assessments laid by the present by-law are payable every month by professional employers, artisans and employees without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, they will be given five days' notice to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee of Saint Francis District for the period between June 20, 1953 and March 1, 1954.

BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE OF ST. FRANCIS DISTRICT
(Head Office: Sherbrooke, P.Q.)

Estimate of receipts and disbursements for the period between June 20, 1953 and March 1, 1954.

Receipts:
Assessments (½ of 1%):

Professional Employers	\$ 250.00
Artisans	1,150.00
Employees	250.00
Examination fees	100.00
Various receipts	50.00
	\$1,800.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary	\$1,300.00
Travelling expenses:	
Inspectors	100.00
Office rent	120.00
Legal fees	55.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	100.00
Audition	40.00
Insurance and fidelity bond	7.00
Business and other taxes	6.00
Board of Examiners	30.00

Dépenses diverses et imprévues . . .	42.00	Various and unforeseen expenses . . .	42.00
	\$1,800.00		\$1,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er août 1953. 35270-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 1st, 1953. 35270-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 99, du 29 janvier 1948 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 826 du 16 juillet 1953, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q., 1941, chapitre 163) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er août 1953 au 31 juillet 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par le décret numéro 99.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 99 doivent également payer au Comité paritaire $\frac{1}{2}$ de 1% des sommes gagnées dans l'exécution d'un travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des prélèvements, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal, formed under decree number 99 of January 29, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 826, of July, 16, 1953, part "E", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from August 1st, 1953 to July 31st, 1954 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to Decree No. 99.

b) All artisans subject to Decree No. 99 must also pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages earned for work governed by the said Decree.

c) The employees governed by the Decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers, with printed return forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The report, together with levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which said report is requireable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, pour la période comprise entre le 1er août 1953 et le 31 juillet 1954.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal for the period comprised between August 1, 1953 and July 31st, 1954, is hereto annexed.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE
DES ACCESSOIRES DE MODE
DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL

THE PARITY COMMITTEE OF THE FASHION
ACCESSORIES INDUSTRY ON THE ISLAND
OF MONTREAL

Recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le 1er août 1953 et le 31 juillet 1954.

Estimate of the Receipts and Disbursements for the period between August 1, 1953 and July 31, 1954.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$ 5,000.00
Cotisation des salariés.....	5,000.00
	<hr/>
	\$10,000.00
<i>Déboursés:</i>	
Administration et salaires.....	\$ 5,720.00
Inspection.....	2,100.00
Loyer.....	540.00
Frais légaux.....	350.00
Impressions et papeterie.....	300.00
Téléphone.....	215.00
Taxes et assurance.....	125.00
Frais de poste.....	100.00
Assurance chômage.....	40.00
Frais légaux.....	50.00
Frais de comptabilité.....	150.00
Déplacements.....	110.00
	<hr/>
	\$ 9,800.00
Réserve pour dépenses imprévues..	200.00
	<hr/>
	\$10,000.00

Receipts:

Levy upon professional employers.....	\$ 5,000.00
Levy upon employees.....	5,000.00
	<hr/>
	\$10,000.00
<i>Disbursements:</i>	
Administration and Salaries.....	\$ 5,720.00
Inspection.....	2,100.00
Rent.....	540.00
Legal fees.....	350.00
Printing & Stationery.....	300.00
Telephone.....	215.00
Taxes and Insurance.....	125.00
Postage.....	100.00
Unemployment Insurance.....	40.00
Legal costs.....	50.00
Accountancy fees.....	150.00
Travel.....	110.00
	<hr/>
	\$ 9,800.00
Reserve for contingencies.....	200.00
	<hr/>
	\$10,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er août 1953. 35270-o

Department of Labour,
Quebec, August, 1st 1953. 35270-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la Région de Québec, établi en exécution du décret numéro 973 du 30 juin 1948 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 861 du 23 juillet 1953, section "G", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec District, formed under decree number 973 of June 30, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 861 of July 23, 1953, part "G", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees, according to the following conditions:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 10 juillet 1953 au 10 juillet 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from July 10, 1953, to July 10, 1954; this levy shall be laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 973 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the said decree, number 973, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 973 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire moyen de \$36.00 par semaine.

b) The artisans governed by the said decree, number 973, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the average wage of \$36.00 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 973 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the said decree, number 973, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Métallurgie de la région de Québec, pour la période comprise entre le 10 juillet 1953 et le 10 juillet 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA
MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DE QUÉBEC
101, rue St-Roch, Québec

État des recettes et des déboursés probables pour
la période comprise entre le 10 juillet 1953 et le
10 juillet 1954.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 5,335.00
Salariés.....	5,335.00
Artisans.....	330.00
	<hr/>
	\$11,000.00

Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire.....	3,790.00
Inspecteurs.....	3,640.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs.....	600.00
Administration.....	125.00
Loyer du bureau.....	320.00
Frais légaux.....	500.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone.....	250.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	150.00
Vérification des livres.....	100.00

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiry of the period for which it is exigible: the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports whenever it deems it advisable.

The assessments enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Metal Trades Parity Committee of the Quebec District for the period between July 10, 1953 and July 10, 1954.

METAL TRADES PARITY COMMITTEE OF THE
QUEBEC DISTRICT
101 St-Roch street, Quebec, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between July 10, 1953 and July 10,
1954.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 5,335.00
Employees.....	5,335.00
Artisans.....	330.00
	<hr/>
	\$11,000.00

Disbursements:	
Salaries:	
Secretary.....	\$ 3,790.00
Inspectors.....	3,640.00
Travelling expenses:	
Inspectors.....	600.00
Administration.....	125.00
Office rent.....	320.00
Legal fees.....	500.00
Stationery printing, postage, telephone.....	250.00
Furniture and office equipment.....	150.00
Audition.....	100.00

Assurances et frais de cautionnement	125.00	Insurance and fidelity bond.....	125.00
Frais de déplacement du président et des membres.....	50.00	Travelling expenses of the chairman and committee members.....	50.00
Jetons de présence aux membres du comité.....	450.00	Meeting expenses of the committee members.....	450.00
Bureau d'examineurs.....	500.00	Board of examiners.....	500.00
Dépréciation.....	50.00	Depreciation.....	50.00
Dépenses diverses et imprévues.....	350.00	Miscellaneous and unforeseen expenses.....	350.00
	<u>\$11,000.00</u>		<u>\$11,000.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 1er août 1953. 35270-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, August 1, 1953. 35270-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Bârette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1743 du 11 juillet 1941, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le mot "Saguenay" sera ajouté après le mot "Roberval" apparaissant à l'article II, zone III-A.

2° Le paragraphe "a" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"a) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-dessous décrits, dans les limites de la juridiction territoriale du présent décret. Sauf dans les limites de la Zone I-A, ces taux doivent toutefois être modifiés d'accord avec les fluctuations du nouvel indice des prix à la consommation de la manière suivante, en prenant comme base de calcul, 115 points. A chaque 2 points d'augmentation ou de diminution de l'indice, les horaires minima payables seront de \$0.05 supérieurs ou inférieurs suivant le cas.

A l'exception de ceux mentionnés pour la Zone I-A, les taux horaires de salaires mentionnés à l'article V sont augmentés de \$0.05. Cette augmentation devant prendre effet le 1er janvier 1954.

Les salaires doivent être payés chaque semaine."

3° Le paragraphe "g" suivant sera ajouté à l'article V:

"g) Est prohibée toute entente basée sur l'article 13 de la Loi de la Convention Collective sur tous les chantiers employant 200 hommes ou plus."

4° Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article VI-A:

"A compter du 1er novembre 1953, tous les salariés des Zones I, III et III-A bénéficieront, à titre de vacances payées, d'une rémunération équivalente de 2% du salaire gagné pendant l'année courante. Cette rémunération leur sera payable le 1er janvier 1954 et le premier jour de chaque année pour les années subséquentes."

5° A l'article VIII, les chiffres \$50.00 et \$45.00 apparaissant au paragraphe "a" seront remplacés par \$52.00 et \$47.00 respectivement et ceux de \$45.00 et \$40.00 mentionnés au paragraphe "b" dudit article seront remplacés par ceux de \$47.00 et \$42.00 respectivement.

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay, rendered obligatory by the decree number 1743 of July 11, 1941, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. The word "Saguenay" will be added after the word "Roberval" mentioned in section II, zone III-A.

2. Subsection "a" of section V will be replaced by the following:

"a) The following minimum wage rates shall be paid for each one of the trades hereunder mentioned, within the limits of the territorial jurisdiction of the present decree. Except for zone I-A, these rates shall however be amended in pursuant of the variations in the consumer price index as follows, calculations being based on 115 points. For each 2 point increase or decrease in the index, the minimum hourly rates payable shall be either increased or reduced by \$0.05, as the case may be.

With the exception of zone I-A rates, the hourly rates of wages mentioned in section V are increased by \$0.05. Such increase shall come into effect on January 1st, 1954.

Wages shall be paid each week."

3. The following subsection "g" will be added to section V:

"g) Any agreement based on the provisions of section 13 of the Collective Agreement Act is prohibited in respect of all construction operations employing 200 men or more."

4. The following paragraph will be added to section VI-A:

"Starting from November 1st, 1953, all employees of zones I, III and III-A shall benefit, by way of vacation with pay, by a remuneration equivalent to 2% of the wages earned during the current year. Such remuneration shall be payable to them on January 1st, 1954, and the first day of each year, for the subsequent years."

5. In section VIII, the weekly wages of \$50.00 and \$45.00, mentioned in subsection "a" will be replaced by \$52.00 and \$47.00 respectively, and those of \$45.00 and \$40.00 mentioned in subsection "b" of the said section, will be replaced by \$47.00 and \$42.00 respectively.

6° L'article XIV sera remplacé par le suivant:

"XIV. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er novembre 1955. Il se renouvelle automatiquement, d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er novembre 1955 ou avant le 1er octobre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er août 1953. 35270-0

6. Section XIV will be replaced by the following:

"XIV. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until November 1st, 1955. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to November 1st, 1955, or before October 1st of any subsequent year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 1st, 1953. 35270-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de St-François, établi en exécution du décret numéro 255 du 5 mars 1953, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 mars 1953, et dont le siège social est situé dans la cité de Sherbrooke, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 861 du 23 juillet 1953 (section "E").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er août 1953. 35270-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Barbers and Hairdressers' Parity Committee of St. Francis District established under Decree number 255 of March 5, 1953 published in the *Quebec Official Gazette* of March 28, 1953, and whose Head Office is in the city of Sherbrooke, have been approved by Order in Council number 861 of July 23, 1953 (part "E").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec August 1, 1953. 35270-0

AVIS DE MODIFICATIONS DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de la construction des comtés de Terrebonne et Labelle, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 813-C du 3 juin 1948, ont été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 826 du 10 juillet 1953.

En vertu dudit arrêté, l'article 25 est remplacé par le suivant:

"25. *Certificat de qualification:* Le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire pour les salariés exerçant les métiers de charpentier-menuisier, charpentier, peintre, briquetier, maçon, plâtrier et poseur de blocs de ciment, dans le comté de Terrebonne et dans la ville de Mont-Laurier.

Le certificat de qualification est également obligatoire pour les salariés exerçant lesdits métiers, dans le reste du comté de Labelle, sur tous les travaux de construction dont le coût s'élève à \$25,000.00 ou plus, salaires et matériaux compris.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er août 1953. 35270-0

NOTICE OF AMENDMENT OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and by-laws of the Building Industry Joint Committee of Terrebonne and Labelle Counties, approved by Order in Council number 813-C of June 3, 1948 have been amended by Order in Council number 826 of July 16, 1953.

Under the said Order in Council, section 25 is replaced by the following:

"25. *Certificate of competency:* The Parity Committee renders the certificate of competency obligatory for all employees plying the trades of carpenter-joiner, carpenter, painter, bricklayer, mason, plasterer and cement block layer in the county of Terrebonne and the town of Mont-Laurier.

The certificate of competency is also obligatory for employees plying the said trades in the remainder of Labelle County as regards construction operations amounting to \$25,000.00 or more, including wages and material."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 1, 1953. 35270-0

RÈGLEMENTS SPÉCIAUX

SPECIAL BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux dont le texte suit ont été approuvés par l'arrêté-en-conseil No. 826, du 16 juillet 1953, et ajoutés aux règlements généraux du Comité paritaire du Commerce de détail de la Fourrure de Montréal et du District déjà approuvés par l'arrêté-en-conseil N° 739-A du 18 juin 1953.

Tenue du registre: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 643 du 29 mai 1953, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

Rapport mensuel: Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 643 du 29 mai 1953, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire des formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er août 1953.

35270-0

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws have been approved by Order in Council No. 826 of July 16, 1953, and added to the general by-laws of the general by-laws of the Retail Fur Trade Joint Committee of Montreal and District, already approved by Order in Council No. 739-A of June 18, 1953.

Keeping of a register: Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree No. 643 of May 29, 1953, the keeping of a register giving the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wage paid, with mention of the method and time of payment, as well as all other particulars deemed useful in the application of the decree.

Monthly report: Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee obliges every professional employer governed by the decree No. 643 of May 29, 1953, to submit to it a monthly report in writing, signed by himself or an authorized person in his employ, in which the following particulars shall be given: the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain from the Parity Committee the forms required to make such report.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 1st, 1953.

35270-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication et au commerce de gros de produits d'alimentation dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2347 du 27 juin 1944, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Les paragraphes "w-1" et "w-2" de l'article I, section 1, seront radiés.

2° Le premier alinéa du paragraphe "c" de l'article IV, section 1, sera remplacé par le suivant:

"Quarante-sept heures et demie (47½) par semaine durant toute l'année".

3° Les mots "quarante-huit (48) heures par semaine" apparaissant au paragraphe "a" de l'article V, section 1, seront remplacés par les mots "quarante-sept heures et demie (47½) par semaine".

4° Le troisième alinéa de l'article VII, section 1, sera remplacé par le suivant:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1 41.) chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products manufacturing and wholesale trade in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 2347 of June 27, 1944, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Subsections "w-1" and "w-2" of section I, part 1, will be deleted.

2. The first paragraph of subsection "c" of section IV, part 1, will be replaced by the following:

"Forty-seven hours and one half (47½) per week the year round."

3. The words "forty-eight (48) hours per week" mentioned in subsection "a" of section V, part 1, will be replaced by the words "forty-seven hours and one half (47½) per week".

4. The third paragraph of section VII, part 1, will be replaced by the following:

"Dans la zone 1 seulement, tout salarié qui au cours de chaque année, à partir du 30 avril, possède à son crédit cinq années de service continu pour le compte du même employeur ou dans le même établissement a droit à une semaine supplémentaire de vacances payées (6 jours consécutifs ou non, moyennant entente préalable entre l'employeur et le salarié), qui doivent lui être accordées en aucun temps déterminé pourvu que ce soit dans la même année."

5° Le paragraphe "a-1" de l'article VIII, section 1, sera remplacé par le suivant:

"a-1) *Taux de salaire de base minima*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées, pour la semaine régulière de travail.

"In zone 1 only, every employee who, in the course of each year starting April 30, has five years of continuous service for the same employer or in the same establishment is entitled to another week of vacation with pay (6 days, consecutive or nor as per previous agreement between employer and employee), which may be given at any time providing it be in the same year."

5. Subsection "a-1" of section VIII, part 1, will be replaced by the following:

"a-1) *Basic minimum wage rates*: The following minimum wage rates shall be paid to the employees of the categories hereafter mentioned, for the regular work week:

	Zones		
	I Par semaine	II —	III Per week
1. Abatteur-déossoyeur — Slaughterer-boner.....	\$44.25	\$37.61	\$35.40
2. Boucher-déossoyeur — Butcher-boner:			
Apprenti — Apprentice:			
durant le premier semestre — during the first six months.....	30.75	26.24	24.60
durant le deuxième semestre — during second six months.....	34.75	29.54	27.80
durant la deuxième année — during the second year.....	38.75	32.94	31.00
durant et après la troisième année — during and after the third year.....	44.75	38.04	35.80
Qualifié (avec certificat) — Competent (certificated).....	49.75	42.29	39.80
Contremaître — Foreman.....	53.75	46.69	43.00
3. Charcutier — Pork-butcher:			
Apprenti — Apprentice:			
durant le premier semestre — during the first six months.....	30.75	26.14	24.60
durant le deuxième semestre — during the second six months.....	34.75	29.54	27.80
durant la deuxième année — during the second year.....	38.75	32.94	31.00
durant et après la troisième année — during and after the third year.....	44.75	38.04	35.80
Qualifié (avec certificat) — Competent (certificated).....	49.75	42.29	39.80
Assistant-contremaître — Assistant-foreman.....	51.75	43.99	41.40
Contremaître — Foreman.....	54.75	45.69	43.00
4. Chef de département dans les maisons de salaison et les charcuteries — Departmental manager in packing houses and pork-butcheries.....	63.75	54.19	51.00
5. Chef de département dans les maisons de salaison et les charcuteries, (département des petites marchandises) — Departmental manager in packing houses and pork-butcheries, (small goods department).....	56.75	48.24	45.40
6. Cuiseur et presseur des aliments du bétail — Feeding meat cook and presser.....	46.25	39.32	37.00
7. Homme préposé à la salaison — Dry-curer:			
Apprenti — Apprentice:			
durant le premier semestre — during the first six months.....	30.75	26.14	24.60
durant le deuxième semestre — during second six months.....	34.75	29.54	27.80
durant la deuxième année — during the second year.....	38.75	32.94	31.00
durant et après la troisième année — during and after the third year.....	44.75	38.04	35.80
Qualifié (avec certificat) — Competent (certificated).....	49.75	42.29	39.80
Contremaître — Foreman.....	53.75	45.69	43.00
8. Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman:			
Chef — Chief:			
première classe — first class.....	70.75	60.24	56.60
deuxième classe — second class.....	61.75	52.49	49.40
troisième classe — third class.....	55.75	47.39	44.60
Mécanicien — Engineman:			
deuxième classe — second class.....	1.07	\$0.91	0.86
troisième classe — third class.....	0.97	0.82	0.78
quatrième classe — fourth class.....	0.92	0.78	0.74
Chauffeur et aide-mécanicien — Fireman and engineman's helper.....	0.82	0.70	0.66
9. Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.....	1.01	0.86	0.81
	Par semaine — Per week		
10. Chef de département (à l'exception des maisons de salaison et les charcuteries) — Departmental manager (Excepting packing houses and pork-butcheries).....	46.25	39.32	37.00
11. a) Classificateur d'œufs: Salarié du sexe masculin ou féminin manipulant ou transportant à la fois des marchandises pesant plus de trente-cinq (35) livres — Egg grader: Male employee or female employee handling goods weighing more than 35 pounds.....			
1ère année — 1st year.....	36.75	32.24	29.40
2ème année — 2nd year.....	38.75	32.94	31.00

3ème et 4ème année — 3rd to 5th year	40.75	34.64	32.60
5ème année et plus — 5th and thereafter	44.75	38.04	35.80
b) Classificateur d'œufs: Salarié du sexe féminin ne manipulant ou ne transportant à la fois aucune marchandise pesant plus de trente-cinq (35) livres — Egg grader: Female employee not handling any goods weighing more than 35 pounds:			
1ère année — 1st year	28.75	24.44	23.00
2ème année — 2nd year	30.75	26.14	24.60
3ème et 4ème année — 3rd and 4th year	33.75	28.69	27.00
5ème année et plus — 5th year and thereafter	36.75	31.24	29.40
12. Commis-vendeur — Sales clerk:			
durant 1ère année — 1st year	32.75	27.84	26.20
durant 2ème année — 2nd year	34.75	29.54	27.80
durant 3ème année — 3rd year	40.75	34.64	32.60
durant et après la 4ème année — during 4th year and thereafter	45.75	38.79	36.60
13. Conditionneur de beurre et de fromage — Butter and cheese conditioner			
46.75	39.74	37.40	
14. Conducteur de camion et autres véhicules-automobiles — Motor vehicles driver			
44.25	37.61	35.40	
15. Contremaître — premier expéditeur — Foreman — head shipper			
48.25	41.02	8.60	
16. Assistant-contremaître, assistant premier expéditeur — Assistant-foreman, Assistant-head shipper			
46.25	39.32	37.00	
17. Coupeur de beurre — Butter cutter			
38.75	32.94	31.00	
18. Enveloppeur et empaqueteur de beurre — Butter wrapper and packer			
33.75	28.69	27.00	
19. Gardien de nuit — Night watchman:			
(minimum par semaine — minimum per week)	35.75	30.39	28.60
(Heure — per hour)	0.68	0.58	0.54
20. Garçon — Junior employee			
28.75	24.44	23.00	
21. Homme général, autre que celui des maisons de salaison et les charcuteries — General hand, not in packing houses and pork-butcheries:			
Moins de 17 ans, 1er trimestre — Under 17 years of age, first three months	30.75	26.14	24.60
Après trois mois de service — After three months of service	33.75	28.69	27.00
17 ans révolus — 17 years of age	35.75	30.39	28.60
18 ans révolus — 18 years of age	38.75	32.94	31.00
19 ans révolus et plus — 19 years or older	42.25	35.91	33.80
22. Homme général, maisons de salaison et les charcuteries — General hand, packing houses and prok-butcheries			
44.75	38.04	35.80	
23. Homme préposé aux commandes, homme de plancher — Order employee, receiving clerk			
44.25	37.61	35.40	
24. Homme de peine, femme de peine et chauffeur de fournaise — Common labourers, male and female, furnace fireman			
Par heure — Per hour	0.78	0.66	0.62
25. Meunier ou homme en charge des malaxeurs — Miller or mixer operator			
Par semaine — Per week	46.25	39.32	37.00
26. Personnel féminin d'entrepôt ne faisant pas partie du personnel de bureau (à l'exception des maisons de salaison et de charcuterie) — Warehouse female personnel not included in the office staff (excepting packing houses and prok-butcheries):			
Durant la première année — During the first year	27.75	23.59	22.20
Durant et après la deuxième année — During and after second year	29.75	25.29	23.80
27. Personnel féminin d'entrepôt (ne faisant pas partie du personnel de bureau) dans les maisons de salaison et les charcuteries — Warehouse female personnel (not included in the office staff) in packing houses and prok-butcheries:			
Durant la première année — During the first year	27.75	23.59	22.20
Durant la deuxième année — During the second year	29.75	25.29	23.80
Durant et après la troisième année — During and after third year	31.75	26.99	25.40
28. Surnuméraire d'entrepôt masculin — Warehouse occasional hand male			
Par heure — Per hour	0.93	0.79	0.75
Surnuméraire d'entrepôt féminin — Warehouse occasional and female			
0.60	0.51	0.48	
29. Tonnelier — Cooper			
Apprenti-tonnelier — Apprentice-cooper:	1.01	0.86	0.80
1ère année — 1st year	0.58	0.49	0.47
2ème année — 2nd year	0.73	0.62	0.58
3ème année — 3rd year	0.88	0.75	0.70
Par semaine — Per week			
51.75	43.99	41.40	
30. Comptable — Accountant			
49.25	41.86	39.40	
31. Assistant comptable — Assistant-accountant			
47.25	39.16	37.80	
32. Comptable caissier — Accountant-cashier			
23.75	20.19	19.00	
33. Commis junior — junior clerk			
25.75	21.89	20.60	
34. Messager de bureau — Office messenger			

35. Personnel féminin de bureau (excepté les sténographes) — Office female staff (excepting stenographers):			
durant 1ère année — during 1st year	25.75	21.89	20.60
durant 2ème année — during 2nd year	28.75	24.44	23.00
durant et après 3ème année — during and after 3rd year	31.75	26.99	25.40
36. Personnel de maîtrise — Administration personnel			
	58.75	49.94	47.00
37. Sténo-dactylo — Stenographer-typist:			
durant 1ère année — during 1st year	28.75	24.44	23.00
durant 2ème année — during 2nd year	31.75	26.99	25.40
durant et après 3ème année — during and after 3rd year	34.75	29.54	27.80
	<i>Par heure — Per hour</i>		
	0.83	0.71	0.67
38. Surnuméraire de bureau — Office occasional hand			
	0.83	0.71	0.67
39. Teneur de livres ou commis de bureau — Book-keeper or office clerk:			
durant 1ère année — during 1st year	28.75	24.44	23.00
durant 2ème année — during 2nd year	30.75	26.14	24.60
durant 3ème année — during 3rd year	32.75	27.84	26.20
durant 4ème année — during 4th year	35.75	30.39	28.60
durant 5ème année — during 5th year	38.75	32.94	31.00
durant 6ème année — during 6th year	40.75	34.64	32.60
durant 7ème année — during 7th year	42.75	36.34	34.20
durant et après 8ème année — during and after 8th year	45.75	38.79	36.60
	<i>Par semaine — Per week</i>		

Note: Les parties contractantes ont convenu de mettre en vigueur dans la Zone I, à compter de la première semaine complète de juin 1953, les taux minima de salaire déterminés dans le décret d'amendement.

6° Le paragraphe "a-2" de l'article VIII, section 1, sera radié en entier.

7° Le paragraphe "a-1" de l'article IV, section 2, sera remplacé par le suivant:

"a-1) Quelle que soit la forme ou la nature du contrat intervenu entre un employeur et un voyageur de commerce ou représentant, c'est-à-dire que l'exécution de tel contrat se fasse pour un salaire fixe ou pour un taux fixe de salaire et de commission ou suivant un mode unique de commission ou de pourcentage sur le chiffre d'affaires du voyageur de commerce ou représentant ou autrement, la rémunération d'un voyageur de commerce ou représentant ne doit pas être inférieure à:

Dans la Zone I:

	<i>Par semaine</i>
Premier semestre de vente	\$30.65
Deuxième semestre de la 1ère année	33.65
Pendant la deuxième année	36.65
Pendant la troisième année	40.65
Pendant et après la quatrième année	45.65

Dans les zones II et III: les mêmes taux que pour la zone I, moins 15%.

8° Le paragraphe "a-2" de l'article IV, section 2, sera radié.

9° L'article III de la section 3 sera remplacé par le suivant:

"III. Les dispositions prévues à la section 2 du présent décret et relatives aux voyageurs de commerce s'appliquent obligatoirement à cette section 3 à l'exception toutefois du paragraphe "a-1" de l'article IV de ladite section 2 relatif au salaire."

10° Les mots "premier mai 1953" apparaissant à la clause générale (Durée du décret) seront remplacés par les mots "Premier mai 1954".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Note: The contracting parties are agreed to enforce, in zone I, the minimum wage rates determined by the amending decree starting from the first complete week, of June 1953.

6. The whole of subsection "a-2" of section VIII, part 1, will be deleted.

7. Subsection "a-1" of section IV, part 2, will be replaced by the following:

"a-1) Whatever be the form or nature of contract between an employer and a commercial salesman or representative, i.e. whether the enforcement of the said contract be on a fixed wage basis computed on the turnover of the commercial salesman or representative or on any other basis, the remuneration of a commercial salesman or representative shall not be less than:

In Zone I:

	<i>Per week</i>
First six months of sales work	\$30.65
Second six months of the first year	33.65
During the second year	36.65
During the third year	40.65
During and after the fourth year	46.65

In zone II and III: The same rates as those for zone I, less 15%.

8. Subsection "a-2" of section IV, part 2, will be deleted.

9. Section III of part 3 will be replaced by the following:

"III.— Provisions relating to commercial salesman and contained in Part 2 of the present decree shall apply to the present Part 3, with the exception however of subsection a-1 of section IV of said Part 2 relating to wages".

10. The words "May 1, 1953" mentioned in the general clause (Duration of the decree) will be replaced by the words "May 1, 1954".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 1er août 1953. 35270-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, August 1, 1953. 35270-0

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
 CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Cousineau.....	Bernard.....	41	Séminaire St-Charles Borromée de Sherbrooke.

Sherbrooke, 22 juillet 1953 — Sherbrooke, July 22, 1953.

35284-o

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
 PAUL-M. GERVAIS,
 Secretary of the Bar of St. Francis.

Lettres patentes

Letters Patent

(P.G. 14244-53)

Fédération des Oeuvres de Charité
 Canadiennes-Françaises, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1953, à la "Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc.", étendant ses pouvoirs en lui permettant de posséder des biens immobiliers jusqu'à concurrence de \$500,000

Daté du bureau du Procureur général le 25 juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
 L. DÉSILETS,

35259-o

(A.G. 14244-53)

Fédération des Oeuvres de Charité
 Canadiennes-Françaises, Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June 1953, to the "Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc.", extending its powers by permitting the increasing of the value of immoveable property which it may hold to the amount of \$500,000.

Dated at the office of the Attorney General, June 25, 1953.

L. DÉSILETS,
 Deputy Attorney General.

35259

Lettres patentes annulées

Letters Patent Annulled

Avis est donné qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 854, en date du 23 juillet 1953, adopté sous l'autorité des dispositions de l'article 25a de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q. 1941, chapitre 276, telles qu'ajoutées par la Loi 10 George VI, chapitre 48, l'annulation des lettres patentes des compagnies ci-après mentionnées a été décrétée, à savoir:

Notice is hereby given that in virtue of Order in Council number 854, dated July 23, 1953, adopted under the authority of the provisions of section 25a of the Quebec Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, as added by Act 10, George VI, chapter 48, the annulment of the letters patent of the companies hereinafter mentioned has been enacted, to wit:

Nom de la Compagnie:

Constituée le:

Siège social

Name of the Company:

Incorporated on:

Head Office:

Le Club Social de L'Ouest, Incorporé.....29 octobre 1934—October 29, 1934...Montreal

O.K. Sporting Club Incorporated.....5 février 1936—February 5, 1936...Montreal

Le Procureur général de la
 province de Québec,
 par L. DÉSILETS,
 Assistant-procureur général..

The Attorney General of the
 Province of Quebec,
 Per L. DÉSILETS,
 Deputy Attorney General.

35259-o

35259

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

(P.C. 12846-53)

Alumnae Association Inc. of The Royal
 Victorial Hospital Training School
 for Nurses

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été

(A.G. 12846-53)

Alumnae Association Inc. of The Royal
 Victorial Hospital Training School
 for Nurses

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, suppl-

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 13 juin 1953, à la corporation "Alumnae Association Inc. of The Royal Victoria Hospital Training School for Nurses", étendant les pouvoirs de cette corporation.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 juin 1953.

L'Assistant-procureur général,

35259

L. DÉSILETS,

mentary letters patent, bearing date the 13th day of June, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses", extending the powers of such corporation.

Dated at the office of the Attorney General, the 13th day of June 1953.

L. DÉSILETS,

35259-o

Deputy Attorney General.

Ministère des Finances

RÈGLEMENT DÉTERMINANT LA PARTIE DU REVENU SERVANT DE BASE A LA TAXE PRESCRITE PAR L'ARTICLE 6 DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LES CORPORATIONS

"1° Dans le présent règlement, le mot "ministre" désigne le ministre des finances de la province de Québec, et le "Québec" désigne la province de Québec;

2° Dans le cas de toute compagnie d'immeuble, de toute compagnie possédant ou exploitant une entreprise d'entreposage de grains, et de toute compagnie qui, de l'avis du ministre, exploite les ressources naturelles de la province, la partie du revenu net total servant de base au calcul de la taxe imposée par l'article 6 de la Loi de l'impôt sur les corporations est proportionnelle au rapport entre l'actif immobilisé, les marchandises et les fournitures situés dans la province de Québec, et le total de l'actif immobilisé, des marchandises et des fournitures portés à l'inventaire de la compagnie;

3° Dans le cas de toute autre compagnie visée par l'article 6 de la Loi de l'impôt sur les corporations, la partie du revenu net total servant de base au calcul de la taxe imposée par le dit article est proportionnelle au rapport entre les ventes faites dans Québec et le total des ventes de la compagnie, ou au rapport entre les revenus bruts perçus de clients résidant dans Québec et le total des revenus bruts de la compagnie;

4° Les ventes faites par une compagnie dont la principale place d'affaires, d'après l'opinion du ministre, est située dans Québec, à des acheteurs résidant dans une autre province sont considérées faites dans Québec, à moins que cette compagnie n'ait une succursale ou un bureau à son nom dans telle province et qu'elle y soit représentée par des employés résidant en cette province;

5° Toute vente d'exportation faite par une compagnie dont la principale place d'affaires, d'après l'opinion du ministre, est dans Québec est, pour les fins du calcul de l'allocation des ventes, considérée comme une vente dans Québec; tout revenu provenant d'opérations faites en dehors du Canada par une compagnie dont la principale place d'affaires, d'après l'opinion du ministre, est dans Québec est considéré, pour les fins du calcul de la taxe basée sur les profits, comme un revenu brut perçu de clients résidant dans Québec;

6° La vente par une compagnie dont la principale place d'affaires, d'après l'opinion du ministre, est en dehors de Québec, de marchandises manufacturées par elle dans Québec, à une personne résidant dans un autre pays est, pour les fins du calcul de la taxe basée sur les profits, considérée comme une vente faite dans Québec;

Department of Finance

RULING DETERMINING THAT PART OF THE REVENUE WHICH SHALL SERVE AS A BASIS FOR THE TAX CONTEMPLATED BY SECTION 6 OF THE CORPORATION TAX ACT

"1. In the present ruling, the words "The Minister" shall mean the Minister of Finance of the Province of Quebec, and the word "Quebec" shall mean the Province of Quebec;

2. In the case of real estate companies, companies owning and operating grain elevators, and companies whose operations, in the opinion of the Minister, exploit the natural resources of the Province, the part of the total net revenue which shall serve as a basis for determining the tax imposed by section 6 of the Corporation Tax Act shall be proportionate to the relationship in value as between the fixed assets, goods and supplies situated in the Province of Quebec and the total fixed assets, goods and supplies shown by the inventories of the company;

3. In the case of every other company referred to in section 6 of the Corporation Tax Act, the part of the total net revenue which shall serve as a basis for determining the tax imposed by the said section shall be proportionate to the relationship in value as between the sales made in Quebec and the total sales of the Company, or to the relationship in value as between the gross revenues collected from clients residing in Quebec and the total gross revenues of the company;

4. Sales made by a company, whose principal place of business, in the opinion of the Minister, is situated in Quebec, to purchasers residing in another province shall be considered as having been made in Quebec unless the company has its own office or branch in such province and is represented by employees residing in that province;

5. All export sales made by a company, having in Quebec its principal place of business in the opinion of the Minister shall, for the purposes of determining the allocation of sales, be considered as sales in Quebec; all revenues coming from operations carried on outside Canada, by a company whose principal place of business, in the opinion of the Minister, is in Quebec shall, for the purposes of determining the tax based on profits, be considered as gross revenues collected from clients residing in Quebec;

6. Sales by a company, whose principal place of business, in the opinion of the Minister, is outside Quebec, of merchandise manufactured by it in Quebec, to persons residing in another country, shall, for the purposes of determining the tax based on profits, be considered as sales made in Quebec;

7° Les ventes au gouvernement du Canada, aux agences et compagnies du gouvernement du Canada, par toute compagnie dont la principale place d'affaires, d'après l'opinion du ministre, est dans Québec, sont également considérées pour les mêmes fins comme des ventes faites dans Québec;

8° Nonobstant toute règle au contraire contenue dans la Loi de l'impôt sur les corporations, les dispositions du présent arrêté ministériel affecteront le calcul de cette partie du revenu brut ou du revenu net qui sert de base à la taxe sur les compagnies basée sur les profits; le tout avec effet sur les ventes faites ou le revenu reçu depuis le premier janvier 1952.

Tous règlements antérieurs incompatibles avec le présent règlement soient modifiés en conséquence."

Règlement approuvé par le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, (Arrêté N° 832), le 16 juillet 1953.

G.-H. SHINK.

35283-o Contrôleur du Revenu de la Province.

7. Sales made by a company, whose principal place of business, in the opinion of the Minister, is in Quebec, to the Government of Canada, its agencies, and to companies owned by the Government of Canada, shall also be considered, for the same purpose, as having been made in Quebec;

8. Notwithstanding anything in the Corporation Tax Act to the contrary, the provisions of this Order in Council shall affect the allocation of sales and revenues for the purpose of determining the part of gross revenue and net revenue which will serve as a basis for the computation of the tax payable by companies in respect of profits; the whole affecting sales made or revenues received from the 1st of January 1952.

All prior ruling inconsistent with the present ruling be amended accordingly."

Ruling approved by the Lieutenant-Governor-in-Council (O.C. No. 833), July 16, 1953.

G.-H. SHINK,

35283-o Comptroller Provincial Revenue.

Ministère des Finances
Assurances

Department of Finance
Insurances

**AVIS D'ANNULATION
D'ENREGISTREMENT**

**NOTICE OF CANCELLATION
OF REGISTRATION**

Attendu que "United States Guarantee Company" dont le siège social est situé à New-York, État de New-York, États-Unis d'Amérique, a été réassurée auprès de "Federal Insurance Company" dont le siège social est situé à Holland Township, État du New-Jersey, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de fusion intervenu entre des deux corporations le 11 mai 1953, et qui a pris effet le 1er juillet 1953

Whereas "United States Guarantee Company" whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, has been reinsured with "Federal Insurance Company" whose head office is situate at Holland Township, State of New Jersey, United States of America, according to an agreement of merger entered into by these two corporations on the 11th of May 1953, and which has taken effect on the 1st of July 1953;

Attendu que le permis de "United States Guarantee Company" a expiré le 30 juin 1953 et n'a pas été renouvelé;

Whereas the license of "United States Guarantee Company" has expired on the 30th of June 1953, and has not been renewed;

Attendu que ladite compagnie s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

Whereas this company has complied with the provisions of Section 103 of the Quebec Insurance Act;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de "United States Guarantee Company" est annulé à compter du 1er juillet 1953.

Therefore notice is hereby given that the registration of "United States Guarantee Company" is cancelled as from the first of July 1953.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 15 juillet 1953.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 15th of July 1953

Pour le Ministre des finances de la Province,

For the Minister of Finance of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

GEORGES LAFRANCE,

35233-30-2-o Surintendant des assurances.

35233-30-2-o Superintendent of Insurance.

**AVIS D'ANNULATION
D'ENREGISTREMENT**

**NOTICE OF CANCELLATION
OF REGISTRATION**

Attendu que "American Union Insurance Company of New York", dont le siège social est à Hartford, État de Connecticut, États-Unis d'Amérique, a cessé de faire affaires dans la province de Québec depuis le 30 juin 1953;

Whereas "American Union Insurance of New York", whose head office is situate in Hartford, State of Connecticut, United States of America, has ceased to do business in the Province of Quebec as from the 30th of June 1953;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration assermentée signée par son secrétaire à l'effet qu'elle n'avait, au 24 juin 1953 aucune obligation dans la province de Québec.

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a sworn declaration signed by its secretary to the effect that it has as of June 24, 1953 no obligations in the Province of Quebec.

En conséquence, avis est donné par les présentes que l'enregistrement de "American Union Insurance Company of New York" est annulé à compter du 30 juin 1953.

Therefore, notice is hereby given that the registration of "American Union Insurance Company of New York", is cancelled as from the 30th of June 1953.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 15 juillet 1953.
Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
35233-30-2-o Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 15th of July 1953.
For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
35233-30-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est par les présentes donné que "The Acadia Fire Insurance Company", constituée en corporation par le chapitre 77 des Statuts de la Nouvelle-Écosse de 1862 et enregistrée dans la province sous le numéro 75, a changé son nom en celui de "The Acadia Insurance Company".

Donné au bureau du Service des Assurances,
Ministère des Finances, le 27 juillet 1953.

Pour le Ministre des Finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
35269-o Surintendant des Assurances.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that: "The Acadia Fire Insurance Company", incorporated by chapter 77 of the Acts of Nova Scotia for the year 1862 and registered in the Province under number 75, has changed its name to "The Acadia Insurance Company".

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, July 27, 1953.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
35269-o Superintendent of Insurance.

AVIS DE RENOUELEMENT DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que le certificat d'enregistrement des compagnies dont les nom suivent, a été renouvelé pour l'année commençant le 1er juillet 1953 et finissant le 30 juin 1954.

Compagnies provinciales
Aluminium Fiduciaries Limited
Anglo-American Trust Company (The)
Bankers' Trust Company (The)
Barclays Trust Company of Canada
Canadian Trust Company (The)
Fiduciaires de la Cité et du District de Montréal Limitée
Guardian Trust Company
Imperial Trust Company (The)
Montreal Trust Company
Morgan Trust Company
Royal Trust Company (The)
Scottish Trust Company (The)
Sherbrooke Trust Company
Société d'Administration et de Fiducie
Société Nationale de Fiducie
Trust Général du Canada

Compagnies extra-provinciales avec siège social dans la Province.

Commercial Trust Company Limited, 215, rue St-Jacques, Ouest, Montréal
Prudential Trust Company Limited, 427, rue St-Jacques, Ouest, Montréal

Compagnies extra-provinciales avec siège social en dehors de la Province — Nom et adresse de leur agent dans la province.

Canada Permanent Trust Company (The),
John P. Rowat, 212, rue St-Jacques, Ouest,
Montréal

Canada Trust Company Company (The), W. G. Sanham, 437, rue St-Jacques, Ouest, Montréal

Chartered Trust Company, A. McLeod Murray, 388, rue St-Jacques, Ouest, Montréal

Crown Trust Company, Irving P. Rexford, 393, rue St-Jacques, Ouest, Montréal

Eastern Trust Company (The), I. G. Sewell, 134, rue St-Jacques, Ouest, Montréal

Guaranty Trust Company of Canada, John E. Conner, 610, rue St-Jacques, Ouest, Montréal

National Trust Company Limited, T. W. Hodgson, 225, rue St-Jacques, Ouest, Montréal

Sterling Trusts Corporation (The), Jules Savard, C.R., 71 rue St-Pierre, Québec

Toronto General Trusts Corporation (The), A.C. Lloyd, 350, rue Notre-Dame, Ouest, Montréal

NOTICE OF RENEWAL OF CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the certificate of registration of the following companies has been renewed for the year beginning the 1st of July 1953 and ending the 30th of June 1954.

Provincial companies
Aluminium Fiduciaries Limited
Anglo-American Trust Company (The)
Bankers' Trust Company (The)
Barclays Trust Company of Canada
Canadian Trust Company (The)
Montreal City and District Trustees, Limited

Guardian Trust Company
Imperial Trust Company (The)
Montreal Trust Company
Morgan Trust Company
Royal Trust Company (The)
Scottish Trust Company (The)
Sherbrooke Trust Company
Administration and Trust Company
Société Nationale de Fiducie
General Trust of Canada

Extra-provincial companies with head office in the Province

Commercial Trust Company Limited, 215, St. James Street West, Montreal
Prudential Trust Company Limited, 427, St. James Street West, Montreal

Extra-provincial companies with head office outside of the Province — Name and address of their agent in the Province.

Canada Permanent Trust Company (The),
John P. Rowat, 212, St. James Street West,
Montreal

Canada Trust Company (The), W. G. Sanham, 437, St. James Street West, Montreal

Chartered Trust Company, A. McLeod Murray, 388, St. James Street West, Montreal

Crown Trust Company, Irving P. Rexford, 393, St. James Street West, Montreal

Eastern Trust Company (The) I. G. Sewell, 134, St. James Street West, Montreal

Guaranty Trust Company of Canada, John E. Conner, 610 St. James Street West, Montreal

National Trust Company Limited, T. W. Hodgson, 225, St-James Street West, Montreal

Sterling Trusts Corporation (The), Jules Savard, Q.C., 71 St. Peter Street, Quebec

Toronto General Trust Corporation (The), A.C. Lloyd, 350, Notre-Dame Street West, Montreal

Compagnie étrangère — Nom et adresse de son agent dans la Province
 British Empire Trust Company Limited (The),
 GuyTombs, 1111, Beaver Hall Hill, Montreal.

Foreign company — Name and address of its agent in the Province
 British Empire Trust Company Limited (The),
 Guy Tombs, 1111, Beaver Hall Hill, Montreal

Donné au bureau de l'Inspecteur des compagnies de fidéicommis, Ministère des finances, le 22 juillet 1953.

Given at the office of the Inspector of Trust Companies, Department of Finance, this 22nd of July 1953.

Pour le Ministre des finances
 de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
 Inspecteur des compagnies de fidéicommis.
 35269-o

For the Minister of Finance
 of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
 Inspector of Trust Companies
 35269-o

Siège social

Head Office

(Sec. P. 2893-52)
ST. LAWRENCE CEMENT CO.

(Sec. P. 2893-52)
ST. LAWRENCE CEMENT CO.

Avis de la situation du bureau principal

Notice of Location of Head Office

Avis est donné que la compagnie "St. Lawrence Cement Co.", constituée en corporation par lettres patentes du 13 mars 1951 et ayant son bureau-chef dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 604 rue St-Jean, Québec.

Notice is given that the company "St. Lawrence Cement Co.", incorporated by letters patent dated March 13th 1951, with head office in the city of Quebec, has established its office at number 604 St. John Street, Quebec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme son bureau principal.

As from the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Donné à Québec, ce 8 juillet 1953.

Given at Quebec, July 8th, 1953.

Le Secrétaire,
OMER POULIOT C.A.
 35265-o

OMER POULIOT, C. A.,
 Secretary.
 35265

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

LES SYNDICS D'ÉCOLES PROTESTANTES DE LA MUNICIPALITÉ DE GRAND'MÈRE
 (Comté de Laviolette)

PROTESTANT SCHOOL TRUSTEES FOR THE MUNICIPALITY OF GRAND'MÈRE
 (County of Laviolette)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, P. A. Hawken, secrétaire-trésorier, P.B. 210, Grand'Mère, comté de Laviolette, jusqu'à 8 heures, lundi 17 août 1953, pour l'achat de \$95,000 d'obligations des Syndics d'Écoles Protestantes de la Municipalité de Grand'Mère, comté de Laviolette, datées du 1er août 1953 et remboursables par séries du 1er août 1954 au 1er août 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux de pas moins que 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned P. A. Hawken, sec'y-treas., P. O. Box 210, Grand'Mère, County of Laviolette until 8 o'clock p.m., Monday, August 17th, 1953, for the purchase of an issue of \$95,000 of bonds of the Protestant School Trustees for the Municipality of Grand'Mère, County of Laviolette, dated August 1st, 1953 and redeemable serially from August 1st, 1954 to August 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate which shall not be less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on August 1st and February 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$95,000.00 — 20 ans.

Table of redemption — \$95,000.00 — 20 years.

Année	Capital
1er août 1954.	x \$8,000.00
1er août 1955.	x 8,500.00
1er août 1956.	x 9,000.00
1er août 1957.	x 9,500.00
1er août 1958.	x 10,000.00
1er août 1959.	2,500.00
1er août 1960.	2,500.00
1er août 1961.	2,500.00
1er août 1962.	2,500.00
1er août 1963.	3,000.00
1er août 1964.	3,000.00

Year	Capital
August 1st, 1954.	x \$8,000.00
August 1st, 1955.	x 8,500.00
August 1st, 1956.	x 9,000.00
August 1st, 1957.	x 9,500.00
August 1st, 1958.	x 10,000.00
August 1st, 1959.	2,500.00
August 1st, 1960.	2,500.00
August 1st, 1961.	2,500.00
August 1st, 1962.	2,500.00
August 1st, 1963.	3,000.00
August 1st, 1964.	3,000.00

1er août 1965.	3,000.00	August 1st, 1965.	3,000.00
1er août 1966.	3,000.00	August 1st, 1966.	3,000.00
1er août 1967.	3,500.00	August 1st, 1967.	3,500.00
1er août 1968.	3,500.00	August 1st, 1968.	3,500.00
1er août 1969.	4,000.00	August 1st, 1969.	4,000.00
1er août 1970.	4,000.00	August 1st, 1970.	4,000.00
1er août 1971.	4,000.00	August 1st, 1971.	4,000.00
1er août 1972.	4,500.00	August 1st, 1972.	4,500.00
1er août 1973.	4,500.00	August 1st, 1973.	4,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$39,856.80 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en cinq versements de \$7,971.36 chacun de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé payable au pair à Grand'Mère.

Le capital et les intérêts sont payables à toute succursale d'une banque à charte dans la province de Québec et la cité de Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles protestantes qui sera tenue le lundi 17 août 1953, à 8 heures p.m., à Grand-Mère, comté de Lavolette.

Les commissaires d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Grand'Mère (Comté de Lavolette), ce 29 juillet 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
P. A. HAWKEN.

P. B. 210, Grand'Mère,
(Lavolette) P.Q. 35292

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$39,856.80, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$7,971.36 each, from 1954 to 1958 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Grand'Mère.

Capital and interest are payable at any branch of a chartered bank in the Province of Quebec and the City of Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant School Commissioners to be held on Monday, August 17th, 1953 at 8 o'clock p.m., at Grand'Mère, County of Lavolette.

The Protestant School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Grand'Mère (County of Lavolette), this July 29th, 1953.

P. A. HAWKEN,
Secretary-Treasurer,

P. O. Box 210, Grand'Mère,
Lavolette, P. Q. 35292-0

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE BEDFORD

Avis public est par le présent donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Bedford, que conformément à une résolution du Conseil en date du 21 juillet, 1953, l'immeuble ci-dessous mentionné sera vendu à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'Hôtel de Ville, MARDI, le VINGT-CINQ AOÛT prochain (1953), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquentement encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF BEDFORD

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the town of Bedford, that pursuant to an order of the Council made on July 21, 1953, the immovable hereinafter described, will be sold by public auction in the office of the Town's Council, at the city Hall, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of AUGUST next (1953) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the Municipal and School taxes, plus the cost which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

NOM NAME	Taxes munic.	Taxes scol.
	Munic. taxes	School taxes
Succession-Estate Edward Blanchard	\$33.94	\$22.38

Un morceau de terre mesurant soixante-six pieds de largeur de l'est à l'ouest sur cent quarante-deux pieds de long du nord au sud, le tout plus ou moins, et étant une partie du lot N° mille huit cent quatre-vingt-dix-sept (Ptie N° 1897) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, dans le comté de Missisquoi. La dite partie étant bornée comme suit: Au Sud, par le chemin public; au Nord, par le terrain de Ernest Procter ou représentants; à l'Est, par partie du même numéro appartenant à Earl C. Johnson ou représentants; et à l'Ouest, par le résidu du même numéro appartenant à Georges F. Wightman ou représentants.

A piece of land sixty-six feet wide east and west and one hundred and forty-two feet long north and south, more or less and forming part of lot cadastral number one thousand eight hundred and ninety-seven (Part No. 1897) upon the official plan and book of reference of the Township of Stanbridge, in the County of Missisquoi. The hereby said piece of land being bounded as follows: South, by the public highway; North, by land of Ernest Procter or representatives; East, by part of same number belonging to Earl C. Johnson or representatives; and West, by the residue of same number belonging to Georges F. Wightman or representatives.

Donné à Bedford, ce 24ième jour de juillet, mil neuf cent cinquante-trois.

Le Secrétaire-trésorier,
35287-31-2-0 EMILE-E. DEMERS.

Given at Bedford, this 24th day of July, nine teen hundred and fifty-three.

EMILE E. DEMERS,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province de Québec, District d'Arthabaska
Cour Supérieure, { LÉONIDAS DION & FILS
N° 8202. { LTÉE, corporation lé-
gale-ment constituée ayant
son siège social en la Cité de Thetford Mines,
demanderesse, vs ÉDOUARD O. ANGERS,
journalier du village de Coleraine, défendeur,
J. W. Turcotte & Aurèle Binette, régistrateur,
sous le nom de Turcotte & Binette. Mis-en-
Cause.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province de Québec, District d'Arthabaska
Superior Court, { LÉONIDAS DION & FILS
No. 8202 { a corporation legally in-
corporated, having its head
office in the city of Thetford Mines, plaintiff, vs
ÉDOUARD O. ANGERS, labourer of the
village of Coleraine, defendant, and J. W. Tur-
cotte & Aurèle Binette, registrar, under the
name of Turcotte & Binette, Mis-en-cause.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, l'immeuble ci-après mentionné et décrit, savoir:

As belonging to and being in the possession of the Defendant, the immoveable hereinafter mentioned and described, to wit:

"Un emplacement de cinquante pieds de largeur en front par cent vingt pieds de profondeur, connu et désigné comme étant la partie sud du lot numéro deux cent deux (Pties sud N° 202) du village de Coleraine, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Coleraine, et borné comme suit: en front, à l'ouest, par la première Avenue; au nord par le lot numéro deux cent deux; et au sud par le lot deux cent trois; avec bâtisse dessus construit; le terrain ci-dessus appartient à Édouard O. Angers susdit, bien que encore enregistré au nom de Louis Fréchette."

"An emplacement, of fifty feet in width in front, by one hundred and twenty feet in depth, known and designated as being the southern part of lot number two hundred and two (Part south No. 202) of the village of Coleraine, on the official plan and book of reference of the township of Coleraine, and bounded as follows: In front, to the west, by the first Avenue; to the north by lot number two hundred and two; and to the south by lot two hundred and three with buildings erected thereon; the above-mentioned land is owned by Edouard O. Angers, the aforesaid, though still registered in the name of Louis Fréchette."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de Coleraine, au village de Coleraine, le TROIS SEPTEMBRE 1953, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

To be sold at the parochial church door of St. Joseph de Coleraine, in the village of Coleraine, the THIRD day of SEPTEMBER 1953, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight saving time).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Arthabaska, 24 juillet 1953. FÉLIX HOULE. 35288-31-2-0

Sheriff's Office, FÉLIX HOULE,
Arthabaska, July 24, 1953. Sheriff. 35288-51-2

CHICOUTIMI

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi,
Cour Supérieure, { MAX L. ZIFKIN & RO-
N° 16,342. { BERT MAYCRO-
VITCH, tous deux des cité et
district de Montréal, et y faisant affaires ensemble
sous les nom et raison sociale de GENERAL
ELECTRONICS COMPANY, demandeurs, vs
RENÉ GAGNON, de Kénogami, district de
Chicoutimi, défendeur.

Fieri Facias
District of Chicoutimi,
Superior Court, { MAX L. ZIFKIN & RO-
No. 16,342 { BERT MAYCRO-
VITCH, both of the city and
district of Montreal, and carrying on business
together under the name and style of GENERAL
ELECTRONICS COMPANY, plaintiffs, vs RE-
NÉ GAGNON, of Kenogami, district of Chi-
coutimi, defendant.

Contre le défendeur:

Un terrain formant partie du lot numéro vingt-six (ptie 26) du premier rang au cadastre officiel du canton de Jonquière, lequel mesure quarante-deux (42) pieds de largeur du nord au sud par toute la profondeur qu'il peut y avoir jusqu'à la côte du pont: borné au nord à la propriété de Luc Dallaire ou représentants, au sud à la ligne de subdivision des lots, la ligne de division au nord passant à 3 pieds au nord du pan nord de la maison de Léopold Morissette ou représentants, avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Ste-Cécile, de Kénogami, VENDREDI, le QUATORZIÈME jour du mois d'AOÛT 1953, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, le 7 juillet 1953. Le Shérif, RENÉ DELISLE. 35178-28-2-0

Against the defendant:

A piece of land forming part of lot number twenty-six (Pt. 26) of the first range of the official cadastre of the township of Jonquière, which measures forty-two (42) feet in width from north to south by the entire depth which may exist as far as the hill of the bridge: bounded on the north by the property of Luc Dallaire or representatives, on the south by the subdividing line of the lots, the dividing line at the north passing within 3 feet to the north of the side of the house of Léopold Morissette or representatives together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Ste-Cécile, of Kénogami, FRIDAY, the FOURTEENTH day of the month of AUGUST, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Chicoutimi, July 7, 1953. RENÉ DELISLE, Sheriff. 35178-28-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec, District de Joliette

Cour Supérieure, N° 10717. { ELIE BOISJOLI, carrier,neur et commerçant de bois, des cité et district de Joliette, demandeur vs WILFRID LAJEUNESSE, de la paroisse de St-Charles Borromée, dit district, défendeur.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, l'immeuble ci-après mentionné et décrit, savoir:

Un morceau de terrain faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro 168 (cent soixante-huit) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Charles Borromée mesurant 75 (soixante-quinze) pieds de largeur sur toute la profondeur qu'il y a à partir du chemin public jusqu'au chemin de fer Pacifique Canadien, borné comme suit, en front par le chemin public, en profondeur par la ligne du chemin de fer, d'un côté par une autre partie dudit lot appartenant à Raoul Ducharme, et de l'autre côté par le résidu dudit lot N° 168 (cent soixante-huit) appartenant à Paul-Émile Robillard, avec bâtisses.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Joliette, district de Joliette, le ONZIÈME jour du mois d'AOÛT 1953, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Joliette, le 29 juin 1953. Le Shérif, ROLAND PERRAULT. 35158-28-2-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec

District de Kamouraska.

Cour Supérieure, N° 18482 { JEAN BAPTISTE DAMOURS, cultivateur et laitier de la ville de Trois-Pistoles, district de Kamouraska, demandeur; vs JEAN MARIE MALENFANT, de la ville de Trois-Pistoles, district de Kamouraska, défendeur.

Un lopin de terre situé au 4e rang de St-Mathieu mesurant deux arpents de largeur sur 20 arpents de profondeur, borné au nord au 3e rang à l'est à Eugène Jean, au sud au chemin au pied de la Côte à Bouleau, à l'ouest à Joseph et Elzéar Damours, lopin connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la paroisse

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Quebec, District of Joliette

Superior Court, No. 10717 { ELIE BOISJOLI, carrier and lumber merchant, of the city and district of Joliette, Plaintiff, vs WILFRID LAJEUNESSE, of the parish of St-Charles Borromée, said district, defendant.

As belonging to and in the possession of the defendant, the immovable property hereinafter mentioned and described, to wit:

A piece of land forming part of a lot of land know and designated under number 168 (one hundred and sixty-eight) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Charles Borromée measuring 75 (seven-five) feet in width by the depth which exists between the public highway and the Canadian Pacific railroad, bounded as follows, in front by the highway, in depth by the railway line, on one side by another part of said lot belonging to Raoul Ducharme, and on the other side by the residue of the said lot No. 168 (one hundred and sixty-eight) belonging to Paul-Émile Robillard, including the buildings.

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House, in the city of Joliette, district of Joliette, the ELEVENTH day of the month of AUGUST 1953, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Joliette, June 29, 1953. ROLAND PERRAULT, Sheriff. 35158-28-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province of Quebec

District of Kamouraska.

Superior Court, No. 18482. { JEAN BAPTISTE DAMOURS, farmer and dairyman of the town of Trois-Pistoles, district of Kamouraska, Plaintiff — vs — JEAN MARIE MALENFANT, of the town of Trois-Pistoles, district of Kamouraska, Defendant.

A plot of land situate in Range 4 of St-Mathieu, measuring two arpents in width by twenty arpents in depth bounded to the north by Range, 3, to the east by Eugène Jean, to the south by the road at the foot of Côte à Bouleau, to the west by Joseph and Elzéar Damours, said plot known and designated on the official plan and book of

se de St-Mathieu comme faisant partie du lot No: 360 circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de "St-Mathieu," LUNDI, le TRENTE-ET-UNIÈME jour de AOÛT 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 28 juillet 1953.
[Première insertion, samedi le 1er août, 1953]
35289-31-2-o

reference of the cadastre of the parish of St-Mathieu as forming part of lot No. 360, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Mathieu, MONDAY, the THIRTY-FIRST day of AUGUST 1953 at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, July 28, 1953.
[First insertion, Saturday, August 1st, 1953.]
35289-31-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { DAVID LESSARD, bûche-
No 65722. { ron, domicilié à Saint-
Ferréol, comté de Montmo-
rency, contre AIMÉ BÉLANGER, commerçant
de bois, ayant son domicile à Buckland, faisant
affaires actuellement à un camp de bûcheron
situé à Château-Richer, comté de Montmo-
rency; saisi comme appartenant audit deman-
deur, à savoir:

Partie du lot N° 574 (cinq cent soixante-
quatorze partie) du cadastre officiel pour la
paroisse de Saint-Ferréol, comté de Montmo-
rency, étant un emplacement borné au nord et
vers l'est à Art. Simard, fils d'Alfred, au sud
au chemin royal et vers l'ouest à Jos. Edm.
Simard, avec les bâtisses dessus construites,
circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Ferréol, comté de Montmorency, le
VINGT-ET-UNIÈME jour d'AOÛT prochain, à
DIX heures du matin (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 14 juillet 1953 35215-29-2-o
[Première insertion: 18 juillet 1953]
[Deuxième insertion: 1er août 1953]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { ZÉPHIRIN GOUIN, jour-
No. 69680. { nalier, domicilié à Man-
ville, États-Unis d'Amérique;
contre BERNADETTE GOUIN, fille majeure
usant de ses droits, Deschaillons, comté de
Lotbinière, à savoir:

Un emplacement situé au sud-est du chemin
municipal du premier rang de Deschaillons et
faisant partie du lot N° 172 (partie de cent
soixante-douze) du cadastre officiel de la paroisse
de Saint-Jean Deschaillons, mesurant 40 pieds
de front sur un demi arpent de profondeur,
borné au nord au chemin, au nord-est à Josaphat
Charland, au sud à Philippe Pérusse et au
sud-ouest à Dame Wilfrid Deveau, avec les
bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Jean Deschaillons, comté de
Lotbinière, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE
prochain, à DIX heures du matin (heure
avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, le 28 juillet 1953. 35290-31-2-o
[Première insertion: 1er août 1953.]
[Deuxième insertion: 15 août 1953.]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { DAVID LESSARD, lum-
No. 65722. { berjack, domiciled at
{ St. Ferréol, county of Mont-
morency, against AIMÉ BÉLANGER, wood
merchant, having his domicile at Buckland,
presently carrying on business at a lumber camp
situate at Château-Richer, county of Montmo-
rency; seized as belonging to the said plaintiff,
to wit:

Part of lot No. 574 (five hundred and seventy-
four part) of the official cadastre for the parish
of St. Ferréol, county of Montmorency, being
an emplacement bounded on the north and on
the east by Art. Simard, son of Alfred, on the
south by the Royal road, and on the west by
Jos. Edm. Simard, with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church
of St. Ferréol, county of Montmorency, the
TWENTY-FIRST day of AUGUST next, at
TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving
Time).

AIMÉ DION,
Sheriff's Office,
Québec, July 14, 1953. 35215-29-2
[First insertion: July 18, 1953]
[Second insertion: August 1st, 1953]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { ZÉPHIRIN GOUIN, labo-
No. 69680. { rer, domiciled at Man-
{ ville, United States of America;
against BERNADETTE GOUIN, spinster, hav-
ing use of her rights, Deschaillons, county of
Lotbinière, to wit:

An emplacement situate southeast of the
municipal road of the first range of Deschaillons
and forming part of lot No. 172 (part of one
hundred and seventy-two) of the official cadastre
of the parish of St. Jean Deschaillons, measuring
40 feet in front by a half arpent in depth, bounded
on the north by the road, on the northeast by
Josaphat Charland, on the south by Philippe
Pérusse and on the southwest, by Dame Wilfrid
Deveau, with the buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of
St. Jean Deschaillons, county of Lotbinière, the
FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN
o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

AIMÉ DION,
Sheriff's Office,
Québec, July 28, 1953. 35290-31-2
[First insertion: August 1st, 1953.]
[Second insertion: August 15th, 1953.]

RIMOUSKI

Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { **LA BANQUE CANA-**
N° 14959. { **DIENNE NATIONA-**
LE, corporation légalement
constituée ayant son siège social en la cité de
Montréal, district de Montréal, demanderesse
vs **DAME JEANNE MORISSETTE**, domiciliée
à Mont-Joli, veuve de Charles Eugène Ross,
en son vivant, commerçant de Mont-Joli, district
de Rimouski, defenderesse.

Le lot N° 14 de la subdivision du lot N° 222-14
du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flavie,
ville de Montjoli, étant un terrain mesurant 90
pieds de front sur 150 pieds de profondeur, me-
sure anglaise, borné au nord à Eugène Belisle,
à l'est à Eugène Dionne, au sud à la rue Cham-
plain et à l'ouest à la route nationale. Avec
bâtisses dessus construites, circonstances et dé-
pendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Mont-
Joli le **PREMIER SEPTEMBRE 1953** à **DIX**
heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES GARON.

35291-31-2-o

RIMOUSKI

Canada, Province of Quebec
District of Rimouski.

Superior Court, { **LA BANQUE CANA-**
No. 14959. { **DIENNE NATIONA-**
LE, a legally incorporated cor-
poration having its head office in the city of
Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs **DA-**
ME JEANNE MORISSETTE, domiciled at
Mont-Joli, widow of Charles Eugène Ross, in
his lifetime, merchant at Mont-Joli, district of
Rimouski, defendant.

Lot No. 14 of the subdivision of lot No. 222-14
of the official cadastre of the parish of Ste-Flavie,
town of Mont-Joli, being a lot of land measuring
90 feet in front by 150 feet in depth, English me-
asure, bounded on the north by Eugène Belisle,
on the east, by Eugène Dionne, on the south,
by Champlain Street, and on the west, by the
national highway. With buildings thereon erect-
ed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Mont-Joli
on **SEPTEMBER FIRST, 1953**, at **TEN** o'clock
in the forenoon.

CHARLES GARON,
Sheriff.

35291-31-2

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **DAME ANNIE DERO,**
N° 10138. { des cité et district de
Montréal, épouse commune
en biens de Pierre Stefenok, imprimeur des
mêmes lieux, judiciairement séparée de corps et
de biens de son époux et ce dernier personnellement
pour autoriser son épouse aux fins des
présentes, demanderesse; vs **ROBERT KUNZLI**,
de Rosemère, district de Terrebonne, défendeur;
et **SAMUEL EDGAR SCHWISBERG**, avocat,
conseil de la Reine et **CYRIL EDGAR SCHWIS-**
BERG, avocat tous deux membres en règle du
Barreau de Montréal et du Barreau de la Pro-
vince de Québec, inscrits et faisant affaires sous
le nom légal de "Schwisberg & Schwisberg",
distrayants.

"Parties des lots 335, 338, 339, 342 et 344 de
la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne, comté
de Terrebonne et la maison dessus érigée sur la
Montée Gagnon, sans numéro civique, connus
comme R.R. 1, Terrebonne."

Pour être vendu à la porte de l'église catholi-
que de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne,
le **DEUZIÈME** jour de **SEPTEMBRE 1953**,
à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bugeau du Shérif, **MAURICE FOURNELLE.**
Saint-Jérôme, ce 28 juillet 1953. 35294-31-2-o

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court { **DAME ANNIE DERO,** of
No. 10138. { the City and District of
Montreal, wife common as to
property of Peter Stefenok, printer, of the same
place, judicially separate as to bed and board
from her husband and the latter personally to
authorize his wife to these presents; plaintiff;
vs **ROBERT KUNZLI**, of Rosemère, district of
Terrebonne, defendant; et **SAMUEL EDGAR**
SCHWISBERG, advocate and Queen's Counsel
and **CYRIL EDGAR SCHWISBERG**, advoca-
te, both members in good standing of the Bar of
Montreal and Bar of Province of Quebec, duly
inscribed on their Rolls carrying on business in
partnership under legal name style "Schwisberg
& Schwisberg", distrayants.

"Part of lots 335, 338, 339, 342 and 344 of the
Parish of Saint-Louis de Terrebonne, county of
Terrebonne, and the house thereon erected on the
Montée Gagnon Highway with no civic number
therein, known as R.R. 1, Terrebonne."

To be sold at the Catholic church door of the
Parish of St. Louis de Terrebonne the **SECOND**
day of **SEPTEMBER 1953**, at **ELEVEN**
o'clock in the morning.

MAURICE FOURNELLE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
St. Jérôme, July 28, 1953. 35294-31-2-o

35291-31-2

TERREBONNE

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 31**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 31**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Beaulieu vs Neveu	2415
Dagenais vs Labelle	2415
Dansereau vs Doyon	2415

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

826-B — Industrie de la robe dans la Province	2404
--	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Beaulieu vs Neveu	2415
Dagenais vs Labelle	2415
Dansereau vs Doyon	2415

ORDERS IN COUNCIL:

826-B — Dress industry in the Pro- vince	2404
---	------

860-A — Industrie de la boulangerie de Québec.....	2413	860-A — Baking industry of Quebec..	1413
860-B — Métiers de la métallurgie de Québec.....	2415	860-B — Metal trades of Quebec.....	2414
860-C — Industrie de la confection pour hommes et garçons dans la Province.	2414	860-C — Men's and boys' clothing industry in the Province.....	2414
861-A — Industrie de la construction, cité de St-Jean et la ville d'Iberville.	2416	861-A — Construction industry, city of St. John and the town of Iberville...	2416
861-B — Industrie et métiers de la construction de Montréal.....	2409	861-B — Construction industry and trades of Montreal.....	2409
861-C — Industrie de l'imprimerie de Québec.....	2411	861-C — Printing trades of Quebec.....	2411
861-D — Industrie de la construction des Trois-Rivières.....	2412	861-D — Construction industry of Trois-Rivières.....	2412
862 — Industrie du fer structural dans la Province.....	2399	862 — Structural iron industry in the Province.....	2399

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2385 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2385

RÉCEPTION DES ANNONCES: 2385 RECEIPT OF ADVERTISING COPIES: 2385

AVIS DIVERS: MISCELLANEOUS NOTICES:

Chantier Coop. de l'U.C.C. de Normandin (Fondation).....	2418	Chantier Coop. de l'U.C.C. de Normandin (Fondation).....	2418
Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc. (Directeurs).....	2419	Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc. (Directeurs).....	2419
La Coopérative de Construction de Mistassini (Fondation).....	2416	La Coopérative de Construction de Mistassini (Fondation).....	2416
La Coopérative du Téléphone de St-Adalbert (Fondation).....	2418	La Coopérative du Téléphone de St-Adalbert (Fondation).....	2418
New Jersey Zinc Explorations Limited (Dist. de l'actif).....	2419	New Jersey Zinc Explorations Limited (Dist. of the assets).....	2419
Organisation des Plombiers — Poseurs d'Appareils de Chauffage et Ferblantiers de Sherbrooke (Changement de nom).....	2416	Organisation des Plombiers — Poseurs d'Appareils de Chauffage et Ferblantiers de Sherbrooke (Change of name).....	2416
Palmers Limited (Directeurs).....	2417	Palmers Limited (Directeurs).....	2417
Rediffusion Inc. (Directeurs).....	2418	Rediffusion Inc. (Directeurs).....	2418
Roy, Dr J.-Félix (Suspension).....	2417	Roy, Dr J.-Félix (Suspension).....	2417
Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois de St-Pacôme, Inc. (Existence terminée).....	2416	Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois de St-Pacôme, Inc. (Existence terminated).....	2416
T. B. Little Papers Limited (Directeurs).....	2417	T. B. Little Papers Limited (Directeurs).....	2417
Windsor Shoe L Slipper Employees' Association — L'Association d'Employés de Windsor Shoe & Slipper (Formation).....	2418	Windsor Shoe & Slipper Employees Association — L'Association d'Employés de Windsor Shoe & Slipper (Formation).....	2418
Zeta Beta Tau Fraternity Inc. (Règlements).....	2417	Zeta Beta Tau Fraternity Inc. (By-Laws).....	2417

CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Friedlander Inc.....	2420	Friedlander Inc.....	2420
La Cie d'Expansion Industrielle de Windsor.....	2419	La Cie d'Expansion Industrielle de Windsor.....	2419
Tor American Oils Limited.....	2420	Tor American Oils Limited.....	2420
Wilshire Textiles Incorporated.....	2420	Wilshire Textiles Incorporated.....	2420

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Prince Albert Turf and Driving Club, Limited.....	2420	Prince Albert Turf and Driving Club, Limited.....	2420

COMPAGNIES DISSOUTES:		COMPANIES DISSOLVED:	
Alphonse Deveau Limitée.....	2421	Alphonse Deveau Limitée.....	2421
Canadian Pulp and Paper Research Corporation.....	2421	Canadian Pulp and Paper Research Corporation.....	2421
Chiriotto Farm Inn Inc.....	2421	Chiriotto Farm Inn Inc.....	2421
Duroc Ltd.....	2421	Duroc Ltd.....	2421
Duroc Realities Ltd.....	2422	Duroc Realities Ltd.....	2422
Duval Motors (Sorel) Limited-Limitée.....	2422	Duval Motors (Sorel) Limited-Limitée.....	2422
D. W. Ogilvie & Co. Inc.....	2422	D. W. Ogilvie & Co. Inc.....	2422
Laurentide Laces Inc.....	2422	Laurentide Laces Inc.....	2422

Maylair Enterprises Inc.	2422	Mayfair Enterprises Inc.	2422
Montreal Property Corporation	2423	Montreal Property Corporation	2423
Paris Style Leather Goods Inc.	2423	Paris Style Leather Goods Inc.	2423
Publicité Franco-Canada, Limitée.	2423	Publicité Franco-Canada, Limitée.	2423
West Destor Gold Mines Limited.	2423	West Destor Gold Mine Limited.	2423
CURATELLE PUBLIQUE:		PUBLIC CURATORSHIP:	
Auger, Succession Jean-Baptiste.	2424	Auger, Estate of Jean-Baptiste.	2424
Hébert, Succession Marie.	2424	Hébert, Estate of Marie.	2424
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Concernant l'érection de la ville minière de Murdochville.	2424	Concerning the erection of the mining town of Murdochville.	2424
TERRES ET FORETS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Côte-des-Neiges, village de.	2426	Côte-des-Neiges, village of.	2426
St-Jean-Baptiste, paroisse de.	2426	St-Jean-Baptiste, parish of.	2426
TRAVAIL:		LABOUR:	
<i>Industrie ou métiers de:</i>		<i>Industry or Trades of:</i>	
Accessoires de mode, Ile de Montréal (Prélèvement).	2428	Fashion accessoires, Island of Montreal (Levy).	2428
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de St-François (Prélèvement) ..	2426	Barbers and hairdressers of St. Francis district (Levy).	2426
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de St-François (Règlements) ...	2432	Barbers and hairdressers of St. Francis district (By-Laws).	2432
Commerce de détail de la fourrure de Montréal (Règlements).	2433	Retail fur trade of Montreal (By- Laws).	2433
Construction, comtés d'Abitibi-est, etc. (Modification).	2431	Construction, counties of Abitibi-East, etc. (Amendment).	2431
Construction, comtés de Terrebonne et Labelle (Règlements).	2432	Building, counties of Terrebonne and Labelle (By-Laws).	2432
Fabrication et commerce de gros de produits d'alimentation de Québec (Modification).	2433	Food products manufacturing and wholesale trade of Quebec (Amendment).	2433
Métallurgie de Québec (Prélèvement) ..	2429	Metal of Quebec (Levy).	2429
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
St-François: étude du droit.	2437	St. Francis: study of law.	2437
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Affiliated Clothing Manufacturers Association Inc.	2386	Affiliated Clothing Manufacturers Association Inc.	2386
Allied Clothing Mfg. Ltd.	2387	Allied Clothing Mfg. Ltd.	2387
Alphonse Boilard Ltée.	2387	Alphonse Boilard Ltée.	2387
Alyre Labrie Limitée.	2388	Alyre Labrie Limitée.	2388
Atlas Upholstering Co.	2388	Atlas Upholstering Co.	2388
Beacon Clothing Inc.	2398	Beacon Clothing Inc.	2398
Cemetery of Cascapédia.	2389	Cemetery of Cascapédia.	2389
Congregation Beth-El.	2389	Congregation Beth-El.	2389
Deslauriers & Frères Transport Limitée	2389	Deslauriers & Frères Transport Limitée	2389
Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc.	2437	Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc.	2437
France Canada Amusement Ltd.	2390	France Canada Amusement Ltd.	2390
F. R. Bourgeois Ltée.	2390	F. R. Bourgeois Ltée.	2390
Godard & Frère Ltée.	2390	Godard & Frère Ltée.	2390
Ideal Children's Wear Ltd.	2391	Ideal Children's Wear Ltd.	2391
Jimmy Williams Limited.	2391	Jimmy Williams Limited.	2391
Johnny Brown Theatrical Supplies Inc.	2391	Johnny Brown Theatrical Supplies Inc.	2391
Jolin Lumber Co. Ltd.	2392	Jolin Lumber Co. Ltd.	2392
Knee & Dunn Electrical Works Ltd. ...	2392	Knee & Dunn Electrical Works Ltd. ...	2392
La Compagnie de Construction Duchan Limitée.	2393	La Compagnie de Construction Duchan Limitée.	2393
Les Ateliers Laurentiens Ltée.	2393	Les Ateliers Laurentiens Ltée.	2393
L'Escholier Inc.	2393	L'Escholier Inc.	2393
Maison Eddy Ltée.	2394	Maison Eddy Ltée.	2394
Marcel Boisvert Construction Inc.	2394	Marcel Boisvert Construction Inc.	2394
Metallic Coatings Ltd.	2394	Metallic Coatings Ltd.	2394
Ontario Street Realty Inc.	2395	Ontario Street Realty Inc.	2395

Parisian Pad Company Ltd.....	2395	Parisian Pad Company Ltd.....	2395
Piste Drummond Raceway Limitée . . .	2395	Piste Drummond Raceway Limitée . . .	2395
Plomberie Bellerose Inc.....	2396	Plomberie Bellerose Inc.....	2396
Quebec Tantalum & Lithium Mining Co. Ltd.....	2396	Quebec Tantalum & Lithium Mining Co. Ltd.....	2396
Raymond Art Woodwork Limited.....	2396	Raymond Art Woodwork Limited.....	2396
Seasonaire Sportswear Ltd.....	2397	Seasonaire Sportswear Ltd.....	2397
South Shore Finance Corporation	2397	South Shore Finance Corporation	2397
Taylor-Made Homes Ltd.....	2398	Taylor-Made Homes Ltd.....	2398
The Lakeview Residents' Association..	2398	The Lakeview Residents' Association..	2398
Trottier Service Ltée.....	2398	Trottier Service Ltée.....	2398
Varin Construction (Limitée).....	2399	Varin Construction (Limitée).....	2399
Victoria Hosiery Mills Ltd.....	2399	Victoria Hosiery Mills Ltd.....	2399
LETTRES PATENTES ANNULÉES:		LETTERS PATENT ANNULLED:	
Diverses.....	2437	Miscellaneous.....	2437
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Alumnae Association Inc. of The Royal Victoria Hospital Training School for Nurses.....	2437	Alumnae Association Inc. of The Royal Victoria Hospital Training School for Nurses.....	2437
MINISTÈRE DES FINANCES:		DEPARTMENT OF FINANCE:	
Règlement déterminant la partie du revenu servant de base à la taxe pres- crite par l'article 6 de la Loi de l'im- pôt sur les corporations.....	2438	Ruling determining that part of the revenue which shall serve as a basis for the tax contemplated by section 6 of the Corporation Tax Act....	2438
MINISTÈRE DES FINANCES: <i>Assurances:</i>		DEPARTMENT OF FINANCE: <i>Insurance:</i>	
American Union Insurance Company of New York.....	2439	American Union Insurance Company of New York.....	2439
United States Guarantee Company....	2439	United States Guarantee Company....	2439
Renouvellement de certificat d'enregis- trement de diverses compagnies de fidéicommis.....	2440	Renewal of certificate of registration of miscellaneous Trust Companies.....	2440
The Acadia Insurance Company.....	2440	The Acadia Insurance Company.....	2440
SIÈGE SOCIAL:		HEAD OFFICE:	
St. Lawrence Cement Co.....	2441	St. Lawrence Cement Co.....	2441
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Grand'Mère, syndics d'écoles protes- tantes de.....	2441	Grand'Mère, Protestant School Trustees of.....	2441
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Bedford, ville de.....	2442	Bedford, town of.....	2442
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS- SALES:	
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Léonidas Dion & Fils Ltée vs Angers..	2443	Léonidas Dion & Fils Ltée vs Angers..	2443
CHICOUTIMI:		CHICOUTIMI:	
Zifkin <i>et al</i> vs Gagnon.....	2443	Zifkin <i>et al</i> vs Gagnon.....	2443
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
Boisjoli vs Lajeunesse.....	2444	Boisjoli vs Lajeunesse.....	2444
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Damours vs Malenfant.....	2444	Damours vs Malenfant.....	2444
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Gouin vs Gouin.....	2445	Gouin vs Gouin.....	2445
Lessard vs Bélanger.....	2445	Lessard vs Bélanger.....	2445

RIMOUSKI:

La Banque Canadienne Nationale vs
Morissette..... 2446

TERREBONNE:

Dero *et vir* vs Kunzli..... 2446

35259-o

RIMOUSKI:

La Banque Canadienne Nationale vs
Morissette..... 2446

TERREBONNE:

Dero *et vir* vs Kunzli..... 2446

35259-o